

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

LE RISQUE PROFESSIONNEL

ET LES

ACCIDENTS DU TRAVAIL

DANS LES SOCIÉTÉS HOUILLÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
le Vendredi 27 Juin 1902, à une heure et demie*

PAR

PAUL BUTOR

Président : M. P. GAUDEMET, Professeur.
Suffragants { MM. DESLANDRES, Professeur.
VIGNES, Agrégé.

BETHUNE
IMPRIMERIE A. DAVID

1902

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

LE RISQUE PROFESSIONNEL

ET LES

ACCIDENTS DU TRAVAIL

DANS LES SOCIÉTÉS HOUILLÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
le Vendredi 27 Juin 1902, à une heure et demie*

PAR

PAUL BUTOR



Président : M. P. GAUDEMET, Professeur.
Suffragants { MM. DESLANDRES, Professeur.
VIGNES, Agrégé.

BETHUNE
IMPRIMERIE A. DAVID

1902

FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

MM. BAILLY, Doyen, professeur de Droit commercial.

DESSERTAUX, assesseur du Doyen, professeur de Droit romain.

DE SUZE, professeur de Procédure civile.

GAUDEMET (Paul), professeur de Droit administratif.

LOUIS-LUCAS, professeur de Droit civil.

DESLANDRES, professeur de Droit constitutionnel et de Droit public.

TISSIER, professeur de Droit civil.

TRUCHY, professeur d'Economie politique, Législation financière et
Histoire des Doctrines économiques.

ROUX, professeur d'Histoire du Droit.

MOULIN, professeur de Droit international public.

VIGNES, agrégé, chargé des cours de Législation française des finances
et science financière et de Législation industrielle.

PERCEROU, agrégé, chargé du cours de Droit criminel.

GAUDEMET (Eugène), agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.

ALLIX, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique.

CHAMPEAUX, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.

DEBRAND, docteur en droit, maître de conférences.

GIGOUT, » »

MOISSENET, » »

BATTUT, secrétaire.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

La question des accidents du travail a trop fixé l'attention publique, elle a été l'objet pendant vingt années, de trop de débats à la Chambre des députés et au Sénat, pour que nous ayons à en montrer l'importance. D'un autre côté, si l'on songe aux dangers de l'industrie houillère, si l'on songe surtout au grand nombre d'ouvriers qu'elle occupe, on comprend qu'il serait superflu de montrer l'intérêt d'un travail sur le risque professionnel des sociétés de Mines. Nous tenons seulement à dire qu'il aurait été au-dessus de nos forces de traiter toutes les questions qui se rattachent à ce vaste sujet, et nous avons choisi celles qui ont fait l'objet de plus de discussions à la Chambre des Houillères et sur lesquelles la jurisprudence a eu à s'expliquer.

Notre ouvrage se divise en cinq chapitres.

Dans le premier, nous avons étudié la situation des Sociétés houillères en matière d'accidents du travail,

avant la loi du 9 avril 1898. Le second traite du caractère général de cette loi et de son domaine ; le troisième, de l'indemnité due à l'ouvrier. La loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraite et de secours des ouvriers mineurs et celle du 8 juillet 1890 sur le délégué mineur, en tant qu'elles augmentent le risque professionnel des Sociétés houillères, ont fait l'objet du quatrième chapitre. Enfin, nous en avons consacré un dernier à la situation des mines devant les Compagnies d'assurance.

Comme on le voit, bien des questions intéressantes ont été laissées de côté : la procédure de la nouvelle loi, par exemple, a été passée sous silence ; cela tient à ce que nous n'avons voulu étudier que les articles de la loi de 1898 intéressant spécialement, quant à leur application, les Sociétés houillères, et si nous avons fait quelques digressions, c'est qu'elles étaient nécessaires à l'intelligence de la matière. Tel a été du moins notre but. Puisse-t-il avoir été atteint !

INTRODUCTION

Du risque professionnel. — Ses causes.

Son fondement.

Longtemps les accidents du travail ont été régis par les articles 1382 et suivants du Code civil. La responsabilité du patron ne reposait pas encore sur une question de risque, mais sur une question de faute. L'ouvrier victime d'un accident, ne pouvait dès lors obtenir la réparation du préjudice causé qu'après avoir fait la preuve de cette faute, conformément au principe de droit commun : *Probatio incumbit ei qui agit*. L'ensemble de ces règles constituait la théorie de la faute délictuelle dont la jurisprudence faisait une application constante. « Attendu, trouve-t-on dans un arrêt de la Cour de Rennes, du 20 mars 1893, que la

règle de l'article 1382 du Code civil est générale, absolue, applicable dans tous les cas, que le dommage ait été causé au cours de l'exécution d'un contrat quelconque à l'un des contractants par son cocontractant ou qu'il soit le fait d'un tiers juridiquement étranger à la personne lésée.

Attendu que dans le premier comme dans le second cas, l'obligation de réparer le dommage naît d'un fait exclusivement personnel à celui qui l'a causé (1).

C'est dire clairement que la responsabilité patronale avait sa source dans un délit ou un quasi-délit.

Un tel système avait de graves inconvénients, car il avait comme conséquence nécessaire d'imposer à l'ouvrier, victime d'un accident, le fardeau de la preuve. Or, cette dernière, dans la plupart des cas, était presque impossible à faire. D'abord le blessé ne se rendait pas toujours compte lui-même des causes de l'accident, et en admettant même qu'il ait eu le temps de s'en rendre compte, les témoignages lui manquaient pour justifier ses prétentions. Le contremaître ou les autres préposés du patron, pour peu qu'il y ait eu faute de leur part, se gardaient bien de parler ; de leur côté, les camarades de la victime, sachant s'exposer à un renvoi s'ils déposaient contre le patron, refusaient leur témoignage. La situation était plus difficile encore en cas d'accident mortel. La femme, les enfants de l'ouvrier tué ignorant de leurs droits, ne savaient pas

(1) Dalloz, 1893.2.526.

les moyens à employer pour se faire rendre justice. Ensuite la procédure était d'une lenteur excessive. A l'enquête provoquée par le blessé, l'employeur répondait par une demande de contre-enquête, si bien que de délai en délai, de pourvoi en pourvoi, un temps considérable s'écoulait avant le jugement, et la réparation, en admettant qu'il y en ait une, n'arrivait que trop tard. D'après une statistique apportée au Sénat, par M. Ricard, garde des sceaux, la durée minima des affaires d'accidents a été, au tribunal de première instance de Rouen, de dix mois vingt-six jours, et la durée moyenne de dix-huit mois (1). Enfin, et ce n'était peut-être pas le moindre inconvénient du système de la jurisprudence, l'ouvrier se trouvait souvent en présence d'une Compagnie d'assurances qui chicanait et le forçait à transiger pour une somme minime.

Maintenant, si la victime avait le bonheur de surmonter toutes ces difficultés, le patron lui devait, il est vrai, réparation intégrale du préjudice causé. Mais cet heureux résultat se produisait rarement, car il ne faut pas perdre de vue qu'il était subordonné à la faute de l'employeur. Or, M. Tolain, dans son rapport au Sénat du 24 janvier 1889, a déclaré que cette condition se trouvait remplie dans 12 % des cas (2). Dans 88 cas sur 100, aucune réparation n'était donc due.

(1) Chambre des Députés, 7 novembre 1895. *J. off.*, p. 890.

(2) Sénat, Doc. parl., n° 9, p. 3.

Cette seule constatation suffirait à condamner un pareil système, et à justifier la réaction que ses résultats amenèrent en faveur de l'ouvrier. La jurisprudence elle-même, tout en maintenant le principe de l'article 1382, en élargit singulièrement l'application. Les tribunaux exigèrent bien toujours la faute du patron, mais ils se montrèrent de moins en moins difficiles sur la nature des faits pouvant la constituer. En d'autres termes, le principe fut maintenu mais très élargi. Il n'était plus besoin de faute personnelle pour faire naître la responsabilité patronale, un simple « fait fautif » suffisait. M. Saleilles, dans son livre sur *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, fait ressortir d'une manière frappante la différence entre ces deux systèmes d'appréciation, et ses paroles sont la meilleure analyse que nous puissions en donner. « Anciennement, dit-il, pour faire naître la responsabilité civile, il suffisait du fait matériel d'un dommage se rattachant comme cause directe à une faute personnelle, c'est-à-dire un fait de la part de l'agent, d'avoir été en mesure de le prévoir et de ne l'avoir pas prévu.

La jurisprudence nouvelle dit. « Il suffit d'un dommage se rattachant par un lien quelconque à un fait extérieur qui, dans sa matérialité est un fait fautif, c'est-à-dire un fait qui, au point de vue des usages reçus, implique acceptation des risques et indépendamment de toute autre faute personnelle relative à l'accident survenu, sans qu'il y ait à rechercher s'il

pouvait être ou non prévu et s'il était humainement possible ou non de l'empêcher » (1).

La conséquence de cette évolution de la jurisprudence est facile à tirer. L'ouvrier n'ayant plus à prouver qu'un fait matériel contraire aux usages, sans avoir à établir un lien de causalité avec la faute du patron, obtiendra plus souvent la réparation du préjudice causé par l'accident. Le patron n'aura pas à objecter, comme il pouvait le faire dans le système consacré par l'ancienne jurisprudence, qu'il n'a pas pu prévoir la cause de l'accident, car par cela même qu'il fonde une industrie et y emploie des ouvriers, il est censé devoir les prévoir toutes. C'est là une idée nouvelle qui, en substituant la notion du risque à celle de la faute, conduira bientôt la jurisprudence à l'admission de la responsabilité objective ou « risque professionnel ».

Mais avant de montrer comment la jurisprudence française est arrivée à cette dernière étape, nous croyons utile de dire pourquoi, à la différence de la jurisprudence belge, elle n'a jamais voulu admettre un système intermédiaire connu sous le nom « de système contractuel » et qui lui aurait également permis de réparer plus souvent les suites des accidents du travail.

Ce système, dont M. Sainctelette, en Belgique, et M. Sauzet, en France ont toujours été les champions

(1) Pages 10 et 11.

infatigables, prétend régir les accidents du travail non par les articles 1382 et suivants du Code civil, mais par les principes du contrat de louage. Le patron est, d'après eux, tenu en principe de réparer dommage causé à l'ouvrier, à moins qu'il ne prouve la faute de ce dernier. La faute contractuelle remplace ici la faute délictuelle, et la conséquence pratique est d'amener le renversement de la preuve.

Quand l'ouvrier loue ses services à un patron, disent les auteurs que nous venons de citer, il s'engage à suivre toutes les instructions, à exécuter tous les ordres qui lui seront donnés ; et si, en exécutant ces ordres, un accident lui survient, il est difficile, en équité et en droit, de ne pas rendre le patron responsable. En équité d'abord, car l'ouvrier se trouve vis à vis du patron dans un état de subordination, le louage de services mettant en présence un supérieur et un inférieur, et il est difficile de rendre l'ouvrier responsable, lorsqu'il n'a fait qu'obéir à un ordre. En droit ensuite, car le maître ne s'engage pas seulement à payer à ceux dont il loue les services, le salaire promis ; il a d'autres obligations à remplir ; et parmi celles-ci, on peut citer au premier chef une obligation de protection. Dès lors, si un accident survient, un raisonnement bien simple conduit à appeler en garantie celui qui avait promis protection, c'est-à dire le patron ; sa faute se présume, car il s'agit d'une obligation née *ex contractu* et non *ex delicto*.

Malgré ces arguments, la jurisprudence française

n'a jamais voulu admettre le principe de la responsabilité contractuelle qu'elle trouvait fragile, vague et incertain. Et, en effet, dès là qu'on donne comme base à la responsabilité patronale une clause tacite du contrat de louage, il s'ensuit qu'une clause contraire formellement exprimée peut exclure cette responsabilité. Or, loin d'être une solution favorable pour l'ouvrier, l'adoption d'un système aussi fragile n'aurait fait qu'aggraver sa situation ; car, vis à vis la promesse présente d'une augmentation de salaire, il aurait vite oublié les conséquences de l'avenir.

Ensuite on comprendra très bien que cette clause de garantie doit forcément varier suivant le genre d'industrie, et suivant la nature du travail effectué par l'ouvrier. Dans tel cas, elle sera censée avoir été prévue ; dans tel autre, au contraire, le patron l'écartera en arguant de l'initiative laissée à l'ouvrier.

Enfin la théorie contractuelle n'aboutit pas, comme on le dit, au renversement complet de la preuve.

Le patron contracte une obligation de protection, nous l'admettons, mais si un accident survient, est-ce à dire qu'il ait forcément manqué à cette obligation ? nous ne le croyons pas, et la jurisprudence ne pouvait pas l'admettre. L'ouvrier devait donc faire la preuve du manquement à cette obligation, ce qui était pour lui un fardeau tout aussi lourd que celui qui lui était imposé par l'article 1382.

D'ailleurs la théorie contractuelle avait aussi été repoussée par de nombreux auteurs en ce qui concerne

son application aux rapports entre patrons et ouvriers. MM. Saleilles, Pic, Josserand, Huc, l'avaient toujours combattue. M. Chavegrin, qui admet cette théorie dans les relations entre voyageur et voiturier, l'écarte en matière d'accident du travail. « Quelque infime que soit sa besogne, dit-il, l'ouvrier n'est jamais un engrenage ou une mécanique obéissante ; dans le travail qu'il exécute, il reste maître de sa personne et peut appeler le danger par ses imprudences ou ses maladresses (1) ». Bien plus, il y a des cas où la thèse contractuelle ne se conçoit même pas. Que l'on suppose par exemple, dit la Cour de cassation dans un arrêt du 31 mai 1886 (2), des fonctions élevées comme celles de contremaître dans certaines industries, fonctions qui impliquent toujours une certaine liberté, on peut se demander en vain, dans ce cas, où est l'autorité à laquelle il faut proportionner la responsabilité.

La jurisprudence française refusa donc de suivre dans cette voie les tribunaux belges, elle préféra, nous l'avons déjà dit, élargir la notion de la faute et nous allons la voir maintenant sauter d'un bond au système du risque professionnel ou de la responsabilité objective. En effet, dans un arrêt du 16 juin 1896 (3), la Cour de cassation rend responsable en ces termes le

(1) Note sous un arrêt de la Cour de Paris du 31 janvier 1895, rapporté dans Sirey 1896, 2^e partie, p. 226.

(2) Sirey 1887, 1^{re} partie, p. 209.

(3) Sirey 1897, 1^{re} partie, p. 17.

propriétaire d'un remorqueur dont la chaudière avait fait explosion et blessé mortellement le mécanicien : « Attendu que l'explosion de la machine du remorqueur qui a causé la mort de T... est due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil, cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant, soit la faute du conducteur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé. »

La portée de cet arrêt est très importante, puisque, basé comme il l'est sur l'article 1384 du Code civil, il consacre, comme nous venons de le dire, le principe de la responsabilité objective. Et si l'on veut savoir la raison de ce changement brusque, il est facile de constater qu'il n'est que la suite de l'évolution commencée par la jurisprudence dès 1875. Nous l'avons vue, en effet, substituer à la notion de la faute personnelle, celle du « fait fautif », c'est-à-dire s'attacher à la matérialité du fait, sans chercher à établir un lien de causalité avec la faute du chef d'industrie. De là à rendre le patron responsable du fait des choses qu'il a sous sa garde, il n'y avait qu'un pas, et cet arrêt l'a franchi, constituant de cette manière l'un des principaux antécédents du risque professionnel ; c'est le cas de répéter le mot de M. Saleilles : « C'est une loi sociologique que, quoiqu'on fasse et si étroitement qu'on veuille l'enfermer sous l'appareil législatif, le pouvoir qui juge trouvera tou-

jours quelque fissure pour en sortir, aller de l'avant et préparer la voie au pouvoir qui fait la loi » (1).

Mais les variations de la Jurisprudence ne sont pas les seules causes de l'admission du risque professionnel par notre législateur, car les lois étrangères, notre ancien Droit, et des raisons d'ordre politique et économique ont puissamment contribué à la confection de la loi de 1898.

Les pays étrangers d'abord, au point de vue de la réglementation des accidents du travail, peuvent se diviser en deux grandes catégories ; ceux qui admettent seulement le risque professionnel et ceux qui, allant plus loin encore, complètent ce système par celui de l'assurance obligatoire. La Suisse, l'Angleterre, le Danemark, l'Espagne, la Suède font partie des premiers ; l'Allemagne, l'Autriche, la Norvège, l'Italie, la Finlande, la Hollande figurent parmi les seconds. Nous croyons qu'un mot sur chacun d'eux sera utile à l'intelligence de la matière.

En Suisse la question des accidents est réglée par l'article 5 de la loi fédérale du 23 mars 1877 sur les fabriques. Cet article est ainsi conçu : « Le propriétaire de la fabrique est responsable, lorsque, même sans qu'il y ait faute spéciale de ses mandataires, l'exploitation de la fabrique a occasionné des lésions ou la mort d'un ouvrier ou employé, à moins qu'il ne prouve

(1) SALEILLES, *Les accidents de travail et la responsabilité civile*
p. 1.

que l'accident provient d'un cas de force majeure ou qu'il a été amené par la faute de la victime. » C'est en somme le système du renversement de la preuve. Deux lois nouvelles de 1881 et 1887 ont complété cette disposition. La première a fixé un tarif des indemnités, la seconde a étendu les effets de la loi primitive qui ne s'appliquait et ne s'applique encore qu'à une partie des établissements industriels. L'ensemble de ces lois est d'ailleurs critiqué par les ouvriers et les patrons. Les premiers lui reproche de ne s'appliquer qu'à une partie des ateliers et non à tous, les autres réclament contre les charges qu'il crée pour eux en les obligeant à s'assurer chèrement.

La législation anglaise est renfermée dans deux lois : celle du 6 août 1897, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1898 ; celle du 30 juillet 1900, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1901. Ces lois n'organisent pas l'assurance obligatoire, mais seulement l'indemnité obligatoire (1). Cette indemnité, fixée soit par des arbitres désignés à l'avance, soit par le juge ordinaire, soit enfin par un arbitre nommé par ce dernier, est proportionnelle au salaire et au dommage, et comporte un maximum. Elle est de plus payable par semaine, mais le patron peut au bout de six mois en demander la conversion en un capital. Quant à l'ouvrier il ne peut la réclamer

(1) Sauf en cas de faute lourde, et si c'est le patron qui est en faute, l'ouvrier peut choisir entre l'indemnité de la loi de 1897 et le système antérieur (loi de 1880), c'est-à-dire faire la preuve de la faute du patron.

qu'après deux semaines d'incapacité et doit intenter son action dans les six mois.

Une disposition très curieuse de cette législation est celle qui permet au registrar en chef de déclarer que la loi ne sera pas applicable aux établissements où les ouvriers seront garantis contre les suites des accidents par quelque institution qui, à son estime, leur assurera autant d'avantages qu'ils en peuvent attendre de la loi. « Notre surprise est grande, dit à ce propos M. Hubert-Valleroux, de voir un fonctionnaire investi du pouvoir de suspendre les effets de la loi, dans la mesure qu'il lui plaît. C'est que le registrar anglais n'a pas son analogue en France. C'est un homme choisi pour la compétence et la sûreté de son caractère, afin d'être à la fois le guide et le défenseur des associations ouvrières. Sa tâche est haute, mais la manière dont il est choisi, sans que la politique ni les influences y soient pour rien, lui permet de la remplir. » (1)

Un autre point à remarquer, c'est que la loi de 1897 ne s'appliquait intentionnellement qu'à 40 % des ouvriers. On voulait, sans doute, contrôler la valeur de la réforme avant de l'étendre à tous. C'est pourquoi la loi du 30 juillet 1900 a étendu le bénéfice des dispositions de la loi précédente aux ouvriers agricoles, et cela dans une mesure très large, puisqu'on y comprend tous les salariés de l'exploitation forestière, de l'élevage des bestiaux, de l'agriculture et des soins de

(1) *Bulletin de la Société de législation comparée*, mars 1901, p. 216.

la basse-cour. En Angleterre, en effet, la grande propriété et la grande culture sont l'ordinaire ; les fermiers sont de véritables entrepreneurs et la situation des ouvriers agricoles y est toute semblable à celle des ouvriers industriels. En France, au contraire, les journaliers agricoles sont la plupart du temps des miséreux ; ils ne sont pas, comme les ouvriers anglais, petits propriétaires, et doivent continuellement travailler chez autrui.

Au Danemark, la loi du 15 janvier 1898 ne s'applique qu'aux ouvriers de l'industrie dont le gain n'excède pas 2.400 couronnes (environ 3.000 francs). Tout accident, s'il n'est pas causé volontairement ou par négligence grave, donne droit à une indemnité. Cette indemnité est proportionnelle au salaire et au dommage subi, mais avec un maximum et un minimum pour chaque cas. Si l'incapacité est permanente, la victime reçoit un capital, mais les blessés ayant de 30 à 55 ans peuvent demander la conversion en rente viagère. En cas de contestation, on a recours à un conseil d'assurance ouvrier, formé d'un président, de deux membres (dont un médecin) nommés par le roi, de deux patrons nommés par le ministre de l'intérieur, et de deux ouvriers nommés par les membres des caisses de maladie. En cas de décès, le conseil répartit l'indemnité entre les ayants-droit.

L'Espagne a admis le risque professionnel avec la loi du 30 janvier 1900. L'article 2 de cette loi est en effet ainsi conçu : « Le patron est responsable des acci-

dents dont ses ouvriers sont victimes par suite et dans l'exercice de la profession ou du travail qu'ils exécutent, à moins que l'accident ne soit dû à une force majeure étrangère au travail au cours duquel se produit l'accident. » La loi, dans l'énumération des industries auxquelles elle s'applique, comprend notamment : les industries agricoles avec moteurs. En ce qui concerne l'indemnité il faut distinguer : En cas d'incapacité permanente absolue, elle est représentée par un capital égal à deux années de salaire ; en cas d'incapacité permanente partielle, le patron devra reprendre l'ouvrier aux mêmes conditions ou payer une indemnité égale à une année de salaire.

La loi sur les accidents du travail date, en Suède, du 24 avril 1901. Elle s'étend à l'exploitation forestière de glaces et tourbes, et en général à toutes industries extractives, fabriques, chantiers de construction navale, chemins de fer, tramways, bâtiments, entreprise de pavage, terrassement, canalisation d'eaux, gaz, électricité. Le service d'assurance est centralisé par un établissement royal d'assurance. Seulement l'adhésion des chefs d'entreprise n'y est pas obligatoire ! (1).

Nous en avons fini avec ce premier groupe ; il nous reste à passer en revue les pays qui ont admis à la fois les principes du risque professionnel et de l'assurance obligatoire.

(1) Voir pour les détails, traduction de la loi dans le *Bulletin de l'Offre du Travail*, novembre 1901.

Au premier rang figure l'Allemagne, où la loi du 6 juin 1884, complétée par différentes lois récentes que nous rappellerons tout à l'heure, constitue le Code des accidents du travail. D'après cette loi, tout ouvrier, on peut même dire tout salarié, car l'assurance s'étend à tous ceux qui travaillent pour le compte d'autrui dans les travaux industriels, agricoles, domestiques, a droit, en cas d'accident arrivé dans le travail et à raison de ce travail, à une indemnité tarifée et variable à la fois suivant le dommage subi et suivant son salaire. L'indemnité est payée par le patron et n'est due qu'aux personnes ne gagnant pas plus de 2.000 marcs par an, mais les intéressés payants peuvent étendre le bénéfice de la loi à des salariés gagnant davantage.

Cette loi sur l'assurance obligatoire ne fait d'ailleurs qu'appliquer le principe déjà admis en Allemagne de l'assistance obligatoire. Mais ce qu'il y a de nouveau, c'est le tarif qui assure à l'ouvrier une somme fixe, alors que les communes peuvent secourir les victimes d'une façon quelconque ; c'est surtout le procédé employé pour assurer ce secours. L'indemnité est due non par le patron chez qui l'accident est arrivé, mais par l'ensemble des patrons du métier. Ceux-ci en effet, sont groupés en unions qui comprennent tous les chefs d'industrie, soit de l'empire, soit d'une certaine région où ils exercent la même profession. Il y a 112 groupes de cette nature.

Les secours sont ordinairement des pensions ; la corporation y fait face au moyen de taxes levées sur

ses membres, proportionnelles à la fois au nombre des ouvriers employés, et des salaires payés par chacun (1). Au cas où une corporation cesserait de remplir ses obligations, l'État allemand prendrait sa place ; ce fait d'ailleurs ne s'est pas encore présenté. De son côté, l'ouvrier n'a droit à une indemnité que si l'incapacité a duré plus de treize semaines. S'il n'accepte pas l'indemnité, il a un recours devant une juridiction spéciale, et même il peut aller en appel devant une juridiction supérieure. En fait les procès sont nombreux et un membre de la Chambre des Communes anglaise déclarait, à la séance du 27 mai 1897, qu'en 1896 il y avait eu 160.000 fixations amiables, 38.000 recours aux tribunaux, et plus de 9.000 appels.

La loi de 1884, dont nous venons de citer les points les plus importants, a été complétée par les lois du 28 mai 1885 sur les chemins de fer, navigation intérieure, voiturage, expédition et emmagasinage de marchandises, du 15 mars 1886 sur les exploitations de l'Empire et des États, du 5 mai 1886 sur l'agriculture et les forêts. Mentionnons encore la loi du 11 juillet 1887 sur les travaux de construction non encore assujettis à l'assurance et celle du 13 juillet 1887 sur la navigation maritime qui fut refondue le 30 juin 1900. Cette dernière loi étend le nombre des industries et des personnes assurées. La notion de

(1) En moyenne la charge de l'assurance s'élève pour l'industrie à 13 fr. 78 pour 100 fr. de salaire. CHEYSSON, *Réforme sociale*, 16 avril 1898, p. 664.

l'accident du travail est élargie car l'assurance s'étendra désormais aux services domestiques ou autres, auxquels l'assuré a été employé par le chef de l'entreprise accessoirement au travail industriel proprement dit.

La loi autrichienne de 1887 ressemble au fond à la loi allemande. Tout ouvrier blessé dans son travail et gagnant annuellement moins de 1.200 florins, a droit à une indemnité tarifée, proportionnelle au salaire et variable suivant le dommage. Seulement la loi ne s'applique qu'aux ouvriers de l'industrie et à quelques ouvriers agricoles, en tout à cinq millions et demi d'hommes, tandis qu'en Allemagne vingt millions environ y sont assujettis. Ensuite les travailleurs contribuent au paiement des indemnités pour un seizième, les patrons devant le surplus. Ici encore c'est la corporation qui est débitrice mais à la différence de la corporation allemande, elle englobe les patrons d'une même région sans distinction de métiers (1), et doit à la suite de chaque accident constituer un capital suffisant pour acquitter la pension due.

C'est aussi de la loi allemande que s'est inspirée la loi norvégienne du 23 juillet 1894, modifiée le 23 décembre 1899. Les ouvriers, dit cette loi, seront en cas d'accident indemnisés par une caisse d'Etat formée au moyen de versements des patrons. La prime d'assurance due ainsi par les patrons, est en proportion à la

(1) On a voulu grouper les gens de même langue et de même nationalité.

fois du nombre d'ouvriers qu'ils occupent et des risques d'accidents. Le tarif des primes est en outre dressé par le roi et approuvé par la Chambre. Toutes les indemnités sont payées par l'Etablissement d'assurance organisée et gérée par l'Etat à ses frais.

L'Italie admet le risque professionnel avec la loi du 17 mars 1898. Y sont assujettis tous les ouvriers de l'industrie travaillant dans les ateliers qui occupent au moins cinq personnes et dont le salaire n'excède pas 7 francs par jour. Les patrons de ces ateliers doivent assurer à leurs frais les ouvriers, de manière à garantir à eux ou à leur famille les indemnités voulues par la loi et qui sont toujours en proportion du chiffre des salaires. Ces assurances seront contractées auprès de la Caisse d'État pour les travaux exécutés pour l'État, les provinces, les communes, même pour des adjudicataires. Dans tous les autres cas, elles peuvent être contractées auprès de toute Compagnie privée, organisée en conformité des règlements d'administration publique. Néanmoins, sont dispensés de l'assurance : 1° L'État, pour les ouvriers de ses établissements auxquels des lois spéciales ont assuré des secours en cas d'accident ; 2° Les établissements privés qui, occupant plus de 500 ouvriers, auront organisé en leur faveur des Caisses d'assurance reconnues par décret royal, et procurant à ces ouvriers un avantage au moins égal à celui marqué par la loi ; 3° Les industriels réunis en un syndicat d'assurance approuvé par le Ministre du Commerce.

En Finlande, la loi du 5 décembre 1895 exclut de la responsabilité patronale les accidents qui résultent soit de l'intention, soit d'une négligence grave de la victime, soit de l'intention d'une personne étrangère à la direction et à la surveillance du travail, soit d'une manière générale, de tout événement dépourvu de relation avec la nature du travail.

Le patron doit assurer ses ouvriers à un établissement d'État qui viendrait à être créé, ou à une Compagnie privée finlandaise, ou à un établissement d'assurance mutuelle ou même à une Compagnie étrangère approuvée.

Enfin, la loi hollandaise du 2 janvier 1901 sur l'assurance des ouvriers contre les accidents du travail, est applicable à presque toutes les industries, sauf à l'agriculture, l'horticulture, l'exploitation forestière, la pêche sur mer, le commerce par bateaux de moins de vingt tonneaux qui ne sont pas actionnés par une force mécanique, le transport des passagers et des marchandises sur des navires autres que ceux qui font le cabotage national ou qui naviguent sur les voies navigables intérieures. Comme en Norwège, la Caisse d'assurance est nationale et unique (1).

Nous en aurons terminé avec cet exposé sommaire de la législation étrangère, quand nous aurons dit que certains pays, comme la Belgique, n'ont admis le risque

(1) Voir pour les détails, traduction de la loi dans le *Bulletin de l'Office du Travail*, Avril 1901.

professionnel que pour certaines industries spéciales. Mentionnons donc, pour mémoire, les Cahiers des charges belges applicables aux ouvriers mineurs, qui obligent les exploitants à constituer une caisse de prévoyance contre les accidents, et l'article 37 de la loi du 21 avril 1879 applicable, dans ce même pays, aux gens de mer, qui décide que le matelot blessé au service du navire a droit au salaire, traitement et repatriement.

A côté de l'influence exercée sur notre législation par les lois étrangères il faut encore, avons-nous dit, signaler les exemples que lui donnait notre ancien Droit. Un édit d'Henri IV, du 14 mai 1604, ordonnait en effet de prélever sur chaque mine un trentième « sur la masse entière de ce qui en proviendra de bon et de net pour l'entretien d'un chirurgien et achat de médicaments. » Un édit de 1739 abrogea cette obligation du prélèvement d'un trentième et la remplaça par l'obligation, pour les concessionnaires de la mine, de pourvoir aux dépenses sur ce nécessaire. Ensuite les articles 11 et 17 de la grande ordonnance de 1681 sur la marine, en disposant que le matelot blessé au service du navire touchera une indemnité et recevra le prix de son rachat s'il est repris, font aussi une application du risque professionnel. Du reste, le Code de commerce, dans ses articles 262 et suivants, s'est inspiré de l'esprit de l'ordonnance en décidant que toutes les maladies qui frappent le marin en cours de route, fussent-elles la conséquence de sa négligence

ou de sa faute, doivent être soignées aux frais du navire.

De même, en matière de travaux publics, un arrêté du 15 décembre 1848 décide que la victime d'un accident a droit aux soins gratuits et à la moitié du salaire pendant sa maladie ; si l'incapacité est absolue et perpétuelle, elle aura droit à la moitié du salaire pendant une année à partir de l'accident ; enfin si l'ouvrier est marié une indemnité est allouée à la veuve.

Enfin à côté de l'influence des législations étrangères et de notre ancien droit, il faut signaler celle qu'ont exercé sur l'admission du risque professionnel les nécessités politiques et économiques.

Deux grandes causes justifient selon nous la promulgation de la loi nouvelle ; les progrès de la science et de l'industrie, et les termes de l'article 1384 du Code civil.

Par progrès de la science et de l'industrie, nous n'entendons pas seulement parler du « machinisme » qui, à en croire l'opinion commune, serait la seule raison d'être du nouveau principe. Sans doute, le remplacement du travail manuel par l'emploi de la machine n'a pas été sans créer de nouveaux risques, mais il ne faut pas oublier que cela n'est vrai que de certaines industries. Dans la plupart, l'emploi de la machine, loin d'augmenter le nombre des risques, n'a fait que les diminuer, en accomplissant un travail sous le poids duquel l'ouvrier succombait et en permettant

à ce dernier d'accomplir sa tâche dans des conditions meilleures d'hygiène et de salubrité. Nous faisons surtout allusion à l'industrie minière, qui doit dans cet ouvrage attirer plus particulièrement notre attention. Autrefois, en effet, l'extraction se faisait à l'aide de manèges mus par des chevaux, les transports du fond à bras d'hommes et l'aérage au moyen de tuyaux plus ou moins bien perfectionnés. Que de perfectionnements depuis lors ! Dans presque toutes les mines, on rencontre maintenant la traction à air comprimé ou même électrique et les ventilateurs permettent aux travailleurs de respirer à l'aise. Aussi, loin d'augmenter, les accidents graves ont-ils diminué de près de moitié. C'est du moins ce qu'atteste la statistique suivante, publiée par le ministère des travaux publics, en 1895.

PROPORTION DES TUÉS DANS LES CHARBONNAGES
PAR 10.000 OUVRIERS

	1° Grisou.	2° Autres causes.	TOTAL.
1875 à 1879...	5,5	16,3	21,8
1880 à 1884...	2,0	13,0	15,8
1885 à 1889...	8,2	10,9	19,1
1890 à 1894...	2,8	10,9	13,7

Et si maintenant l'on rapproche le nombre des victimes de la quantité de charbon extraite, la décroissance des accidents mortels est particulièrement frappante, car, en 1895, il n'y a plus que 6 tués par

million de tonnes de charbon, tandis que vers 1835, ce même million de tonnes coûtait plus de 30 vies d'hommes (1).

Comme on le voit, il ne faut pas exagérer l'influence du machinisme sur les risques industriels, mais il ne faut pas non plus tomber dans l'excès contraire et dire, comme M. Félix Martin, que : « le couvreur, le maçon, le mineur, le forgeron d'aujourd'hui, sont moins exposés que le couvreur, le maçon, le mineur, le forgeron d'autrefois (2). La vérité, c'est que l'influence du machinisme en matière d'accidents du travail varie suivant les industries, tantôt l'intervention de la machine diminue les risques et nous l'avons prouvé pour les mines, tantôt elle les augmente d'une manière évidente, incontestable. La machine à vapeur, le travail des métaux en fusion, la manipulation des matières explosives ont certainement augmenté en ces dernières années le nombre des accidents. M. O. Keller, ingénieur, rapporte à ce sujet que sur 100 accidents, 74 sont occasionnés par les appareils à vapeur

34 par les métaux en fusion;

30 par les explosifs (3).

Et cela n'a rien d'étonnant. Du jour où le travail manuel a été remplacé par la machine à vapeur, l'ouvrier n'a plus été maître de son outil; là où il

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, 1897, p. 188-189.

(2) Séance du 17 mars 1896, *Journal Officiel*, p. 260.

(3) *Bulletin du comité permanent du Congrès des accidents du travail*, 1893, p. 291.

fallait autrefois une surveillance constante, il ne faut plus aujourd'hui que de rares moments d'attention. Le travailleur doit obéir à des forces incomparablement supérieures aux siennes, et la moindre défaillance peut lui coûter la vie. C'est ce que M. Cheysson a exprimé en termes saisissants : « Ces outils ont leur moment de révolte, tels les fauves qui se jettent sur leur dompteur, ces forces comprimées prennent leur revanche et sèment autour d'elles la ruine et la mort. C'est sur ce champ de bataille, ajoute-t-il, que j'ai puisé mes convictions en matière d'accidents du travail ». (1)

Comme M. Cheysson nous croyons que c'est là une des causes les plus importantes de la loi de 1898. Les idées de justice et d'humanité se sont en effet bien développées depuis quelques années. On a compris que la situation de l'ouvrier blessé était comparable à celle d'un individu lésé dans ses droits par le fonctionnement régulier d'un service général, et on en a conclu que la société devait réparer le préjudice causé par elle. On a compris aussi que l'ouvrier blessé, chargé la plupart du temps d'une nombreuse famille, n'avait plus pour vivre que son salaire s'il ne voulait pas mendier ou tomber à la charge de l'assistance publique. Le meilleur moyen d'obvier à cet inconvénient était bien, comme le dit M. Schaffhauser, de reconnaître « qu'une justice rigoureuse exige que l'industrie

(1) CHEYSSON. — *Les accidents du travail*, 1893, p. 5 et 6.

prenne à sa charge les risques qu'elle a créés et accepte franchement l'obligation d'indemniser l'ouvrier contraint par la nécessité de s'exposer aux dangers inséparables de la fabrication moderne » (1).

D'ailleurs les patrons eux-mêmes comprenaient les devoirs résultants pour eux du contrat de travail, et les institutions mutuelles de secours et de retraites créées par eux dans les usines les plus importantes comme le Creusot, et dans les Compagnies de chemins de fer sont la meilleure preuve que nous puissions en donner.

A ces raisons, avons-nous dit, s'ajoutent les termes de l'article 1384 du Code civil. Celui-ci, en effet, en décidant que « l'on est responsable non seulement de son fait, mais encore des choses que l'on a sous sa garde », a servi de base sérieuse à l'édification de la nouvelle théorie du risque professionnel. C'est sur lui qu'on s'appuiera pour décider que l'industriel doit être responsable des accidents arrivés par ses machines, car en les mettant dans son usine, il les a fait siennes et doit en répondre comme de toutes choses qui lui appartiennent.

Un tel état de choses réclamait l'intervention législative. Plusieurs projets de lois furent successivement proposés; et après de longs débats, la loi du 9 avril 1898 fut promulguée.

(1) Émile SCHAFFHAUSER. — *Revue de législation et de jurisprudence*, 1899, p. 202.

Le grand initiateur en cette matière fut M. Martin Nadaud, qui, étant ouvrier lui-même, se rendait compte mieux que personne des réformes à apporter à la législation antérieure. Deux propositions furent présentées par lui les 29 mai 1880 et 14 novembre 1881 (1). M. Nadaud proposait simplement le renversement de la preuve. Ce ne sera plus à l'ouvrier qu'incombera la charge de faire la preuve de la faute du patron ; celui-ci sera toujours responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a pour cause la faute de l'ouvrier.

« Lorsqu'un homme, louant son travail à un autre homme, est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime. » Était-ce bien là le moyen de résoudre la difficulté ? Nous ne le croyons pas, car les cas fortuits et les accidents arrivés par la faute de l'ouvrier étaient encore laissés à sa charge, bien plus ce n'était pas là le moyen d'éviter les litiges, car inévitablement des heurts devaient se produire entre les intérêts si différents du patron et de l'ouvrier. Ce qu'il fallait trouver c'était un système mettant les cas fortuits et les accidents dus à l'imprévoyance de l'ouvrier à la charge du patron ; il fallait faire supporter par l'industrie la réparation des accidents occasionnés par elle, et en mettre les frais sur le même pied que les frais généraux.

(1) *Officiel*. Rapport. Année 1883, p. 52.

C'est dans ce sens que M. Félix Faure présenta un projet de loi le 14 janvier 1882. M. Félix Faure écarte absolument l'application de l'article 1382 et base son projet sur la garantie que tout patron doit à son ouvrier. Il demande que désormais tous les accidents soient réparés par l'employeur, mais les tribunaux ne pourront plus faire varier à l'infini les dommages intérêts. Et en effet ceux-ci n'avaient pour baser leurs décisions que des éléments étrangers à la cause, comme la fortune de l'industriel, ses charges et ses profits, ce qui ne laissait pas d'être injuste. C'est pour éviter cet inconvénient qu'il faut fixer par avance et à forfait le quantum des indemnités à allouer. « De même qu'une exploitation supporte l'usure et la destruction de son matériel, de même qu'elle supporte les risques d'incendie, de même une exploitation doit supporter les conséquences des accidents qui se produisent à son profit (1).

Le projet de M. Félix Faure fait exception à la règle qu'il pose pour les faits criminels et délictueux dont les auteurs restent responsables suivant les principes du droit commun. La Chambre l'adopta après une première lecture le 23 octobre 1884.

Il est à remarquer que ce projet renfermait une double responsabilité. Responsabilité personnelle tout d'abord pour le patron dans les termes du droit commun, ce qui avait pour effet de mettre la preuve à

(1) *J. officiel*, Doc. parl., Chambre, n° 399.

sa charge ; responsabilité industrielle d'autre part basée sur le risque professionnel et dont le taux était fixé par avance. Le système était donc loin d'être parfait car une double responsabilité engendre nécessairement deux actions. L'une qui dispense l'ouvrier de la preuve et lui permet d'obtenir réparation complète ; l'autre qui ne lui donne droit qu'à une indemnité de beaucoup inférieure. Cette dualité d'actions devait avoir pour conséquence une augmentation du nombre des procès, car deux tribunaux différents peuvent rendre sur un même point des décisions contradictoires. M. Duché présenta du reste ces observations. Aussi, plus tard, après des débats qu'il serait trop long de retracer, la Chambre vota le 10 juillet 1888 un projet de loi mettant tous les accidents, quelle qu'en ait été la cause, à la charge du patron.

Ce projet n'eut pas le même sort devant le Sénat qui, dans la séance du 20 mai 1890, se trouva en conflit sur deux points avec la Chambre des Députés. D'abord il ne voulut appliquer la loi qu'aux industries reconnues dangereuses, et n'admit le risque professionnel qu'en matière de cas fortuit, force majeure et faute légère. En cas de faute lourde du patron ou de l'ouvrier, il maintint le droit commun.

La Chambre, appelée à statuer de nouveau, maintint son premier vote dans la séance du 10 juin 1893, et le Sénat, après l'avoir adopté le 5 décembre 1895, recula une seconde fois devant les conséquences du nouveau principe. Aussi, lors de la seconde lecture, le

28 octobre 1897, il décida que le patron ne serait pas responsable en cas de faute inexcusable de l'ouvrier et que le droit commun reprendrait son empire en cas de faute inexcusable du patron.

La Chambre resta toujours fidèle au système adopté par elle le 10 juin 1893 et, celui-ci, fut enfin ratifié par le Sénat, le 9 avril 1898.

Le principe du risque professionnel était donc définitivement admis dans notre Droit. Désormais l'industrie sera responsable envers ceux qu'elle emploie, des accidents qu'elle cause et c'est de cette responsabilité que naîtra pour l'ouvrier le droit à la réparation du préjudice causé. Le risque professionnel est donc bien le « risque inhérent au fait même de la profession industrielle. » En d'autres termes, c'est à celui dont l'initiative individuelle crée un risque, qu'incombe l'obligation d'en réparer les suites dommageables. Cette obligation se traduira d'ailleurs par une action spéciale et unique qui est l'action du risque professionnel. Tout cela n'est que justice et suffirait à justifier la promulgation de la loi nouvelle.

Mais le risque professionnel a selon nous un fondement plus sérieux encore, juridique celui-là, car ce sont les principes mêmes du Code civil. L'article 1384 ne dit-il pas, en effet, que l'on est responsable du dommage causé non seulement par son fait, mais encore par les choses dont on a la garde. Pourquoi l'industriel qui est responsable du dommage causé par son matériel à une personne étrangère ne serait-il pas respon-

sable également des blessures causées à ses ouvriers ? C'est que vous le supposez en faute, dira-t-on peut-être. Erreur à notre avis, car l'imperfection de la science a été bien plus souvent la cause de malheurs que l'ignorance des patrons. En élevant des machines dans son usine, le patron les fait siennes, elles deviennent sa chose, il est donc juste qu'il soit responsable du dommage qu'elles occasionnent. D'ailleurs ce même article 1384 n'ajoute-t-il pas que les maîtres et commettants sont responsables du fait de leurs domestiques et préposés ? Pourquoi cela, si ce n'est pas parce que c'est leur travail qui occasionne le dommage, il est indiscutable que pareille responsabilité doit leur incomber en ce qui concerne les machines qui, par leurs forces, sont la cause première des accidents. L'industriel, nous le répétons, est maître de sa machine et c'est à ce titre qu'il en répond. Loin d'être une idée nouvelle, c'est là une application élémentaire d'un principe de droit commun.

CHAPITRE PREMIER

Causes de l'intérêt particulier qui s'attache à la question du risque professionnel des Sociétés houillères. — Situation de ces Sociétés avant la loi du 9 avril 1898.

SOMMAIRE. — Règlements particuliers fixant les indemnités dues aux ouvriers mineurs victimes d'accidents. — Règlement du 19 mars 1895. — Création des caisses de secours. — Leur alimentation. — Leurs charges. — De leur liquidation rendue obligatoire par la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs. — Décret du 3 janvier 1813 prescrivant certaines mesures de police relatives à l'exploitation des mines. — Loi du 8 juillet 1890. — Du délégué mineur. — De sa mission.

Les mines, à raison de leur installation particulièrement dangereuse et du nombre considérable d'ouvriers

qu'elles occupent ne devaient pas échapper au risque professionnel. On ne pénètre pas à 500 et 1000 mètres au-dessous du sol sans courir certains dangers, et les gaz délétères que l'on rencontre à de pareilles profondeurs sont très souvent la cause de sinistres irréparables. Nous n'en voulons pour preuve que la statistique suivante dont l'exactitude est à l'abri de tout soupçon, puisqu'elle a été publiée par le Comité central des Houillères de France, en réponse à la circulaire de M. le Ministre des travaux publics en date du 19 mars 1888, prescrivant une enquête générale sur le nombre et la gravité des accidents arrivés dans les houillères pendant les exercices 1885, 1886 et 1887.

Sur 92.000 ouvriers occupés par 80 Compagnies :

474 ont été tués ;

51 ont été frappés d'incapacité absolue du travail ;

204 ont subi des incapacités relatives.

Parmi les blessés :

297 ont chômé plus de 6 mois ;

636 de 3 à 6 mois ;

8.662 de 21 jours à 3 mois ;

27.844 de 5 à 20 jours.

Enfin 10.640 ont été blessés très légèrement et ont chômé quatre jours au plus.

Au total 48.808 ouvriers tués ou blessés, soit plus de la moitié du contingent employé,

De tels chiffres sont éloquents et suffisent à justifier la responsabilité dont la loi de 1898 a frappé les Sociétés houillères. Au surplus cette responsabilité se comprend

d'autant mieux qu'à l'époque de la promulgation de la nouvelle loi, les Sociétés houillères avaient considérablement prospéré; de nouveaux puits s'étaient creusés et le nombre des ouvriers embauchés s'était accru dans de grandes proportions.

Malheureusement, les ouvriers mineurs, comme les autres, ont connu les inconvénients du régime antérieur, et pendant de longues années, les articles 1382 et suivants du Code civil ont servi d'objectif à leurs réclamations pour les accidents dont ils étaient victimes dans leur travail. La réparation du préjudice causé était alors subordonnée à la preuve d'une faute de la part de la Compagnie. Toutefois, les Sociétés houillères, vue l'importance de leur exploitation, s'étaient imposées certains règlements qui les faisaient sortir du Droit commun, et avaient créé, en faveur de leurs ouvriers, des caisses de secours. Elles jouissaient enfin d'une législation spéciale en matière de déclaration d'accident.

Une section sera consacrée à chacun de ces points.

SECTION PREMIÈRE

RÈGLEMENTS CONCERNANT LES VICTIMES D'ACCIDENTS

Le Droit commun accordait bien à l'ouvrier blessé la réparation du dommage causé, mais à charge pour lui de prouver la faute de l'employeur. Les Sociétés houillères auraient pu s'en tenir à ces règles, dont nous avons montré les nombreux inconvénients dans notre introduction, et, dans ce cas, bien peu de leurs ouvriers auraient été indemnisés des suites de leurs blessures. Elles étaient cependant soumises à certaines mesures de police depuis le décret du 3 janvier 1813 qui, en dehors des dispositions tendant à prévenir les accidents, les obligeait à entretenir dans leur exploitation des moyens de secours et des médicaments, et les assujettissait à certaines formalités pour la déclaration des accidents. Mais, tout cela était peu de chose eu égard à la situation particulièrement intéressante de l'ouvrier mineur. C'est alors que les mines s'impo-

sèrent bénévolement certains règlements fixant par avance le taux des indemnités dues aux victimes d'accidents et déterminant les cas où la Compagnie devrait les payer. Ces règlements sont d'autant plus intéressants à connaître qu'ils sont les prédécesseurs directs de la loi de 1898 et les travaux préparatoires attestent le rôle qu'ils ont joué dans sa confection.

Les Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais acceptèrent et rédigèrent à la date du 19 mars 1895 un règlement par lequel elles prenaient à leur charge toutes les dépenses concernant les victimes d'accidents survenus en cours de travail (1). Voyons à quelles conditions ces dépenses étaient faites et surtout quel était leur taux ?

L'ouvrier, pour avoir droit à une indemnité, devait remplir deux conditions :

1° Il devait avoir été blessé dans les travaux ;

2° Sa blessure devait être constatée par son chef direct ou à son défaut par un employé de la mine aussitôt après l'accident.

Ces conditions remplies, le blessé avait droit :

1° Aux soins de l'un des médecins désignés par la Compagnie ;

2° Aux médicaments et appareils prescrits par ce dernier ;

3° Enfin, en cas d'incapacité de travail, à une allo-

(1) Renseignements donnés par la direction du Contentieux des mines du Pas-de-Calais.

cation quotidienne variant suivant le salaire et l'état civil du condamné.

Le tableau qui suit montrera les proportions qu'atteignait parfois cette allocation :

SALAIRE JOURNALIER TOTAL	OUVRIERS	
	Mariés	Célibataires
4 francs et au-dessus	2,00	1,80
de 3 fr. 25 à 4 francs exclusivement...	1,75	1,60
de 2 fr. 50 à 3 fr. 25 d° ...	1,40	1,30
de 1 fr. 20 à 2 fr. 50 d° ...	1,00	0,90
au-dessous de 1 fr. 50.....	0,60	0,60

Toutes ces indemnités, en cas de blessures très graves et sur avis du service médical, étaient majorées de 25 % au maximum et parfois on y ajoutait des secours en nature (viande, vin, etc.).

Les allocations quotidiennes étaient payées plus ou moins longtemps suivant le genre d'incapacité qu'entraînait la blessure. A cet égard il convient de distinguer l'incapacité totale et l'incapacité partielle. Par la première, le règlement entendait celle qui empêchait le blessé une fois rétabli de se livrer désormais à aucune espèce de travail, et dans ce cas il maintenait l'indemnité journalière pendant toute sa durée. Par la seconde, il entendait celle qui fait éprouver à l'invalidé une diminution de son effet utile, qui l'oblige à abandonner son métier primitif, tout en lui permettant d'en

exercer un autre que la Compagnie lui procurera ou qu'il pourra trouver ailleurs; et dans ce cas l'indemnité journalière sera réduite de moitié à partir du jour où le service médical reconnaîtra son concours inutile.

Enfin, si l'accident entraînait la mort, le règlement était particulièrement onéreux. La Compagnie donnait d'abord à la famille du défunt une somme de 50 francs à titre de secours et devait payer les frais funéraires, et ce quelque soit le temps écoulé entre le jour de l'accident et l'époque de la mort. Mais en dehors de cette somme modique, il y avait d'autres indemnités à payer, et le taux de celles-ci variait suivant que l'ouvrier tué était marié ou célibataire. S'il était marié, sa veuve recevait une allocation fixe de 500 francs et une pension viagère de 300 francs par an; de leur côté, les enfants recevaient un secours annuel de 96 francs jusqu'à l'âge de 13 ans révolus.

S'il était célibataire, on donnait aux ascendants à sa charge ou habitant avec lui une somme fixe de 1.000 francs.

Tel est, dans ses grandes lignes, le règlement du 19 mars 1895; bien qu'il n'ait plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif, nous avons cru utile d'en rappeler les principales dispositions pour montrer combien la situation de l'ouvrier mineur différait à cette époque de celle des autres travailleurs. Sans doute, ce règlement s'est fait longtemps attendre, mais, d'une part, l'accord ne se fait pas entre des sociétés aussi importantes que les Sociétés houillères sans de longues

discussions ; et, d'autre part, certaines d'entre elles n'avaient pas attendu 1895 pour régler par avance les indemnités dues aux ouvriers blessés. Nous ne pouvons mieux faire que de citer parmi elles la Compagnie des mines d'Anzin la plus importante du Nord, puisqu'en 1898 elle extrayait 3.168.907 tonnes, soit le dixième de la production totale du sol français et payait 18.182.432 fr. de salaire. Dès 1832 cette Compagnie avait tarifé les allocations dues aux ouvriers blessés. Mais plus tard deux règlements successifs déclarèrent insuffisants les secours accordés jusqu'alors et les fixèrent à nouveaux ; ce sont ceux du 1^{er} décembre 1880 et du 1^{er} février 1885. Ils classaient les blessures entraînant une incapacité partielle permanente en trois catégories.

1^o Les blessures graves.

2^o Les blessures légères.

3^o Les simples contusions.

Étaient comprises comme blessures graves, les fractures du fémur, du tibia, du péroné, de l'humérus, les commotions cérébrales, les amputations de membres par suite de blessures, les brûlures profondes par l'eau ou le grisou, les blessures entraînant la perte de la vision d'un œil ou des deux yeux.

Par blessures légères, la Compagnie entendait les fractures des clavicules sans lésion interne, les fractures simples d'avant-bras, les mutilations de doigts ou d'orteils, les brûlures superficielles de grisou, les blessures de l'œil endommageant la vision.

Toute autre blessure était considérée comme simple contusion.

Pour les trois catégories de blessures, l'indemnité se composait d'une somme fixe payée par quinzaine, mais le taux de cette somme variait suivant chacune d'elles et suivant la qualité de la victime.

Ainsi les blessures de la première catégorie donnaient droit à 30 francs par quinzaine pour les ouvriers mariés.

A 15 francs par quinzaine pour les célibataires autres que les galibots.

A 10 francs par quinzaine pour les galibots.

Les blessures de la seconde catégorie donnaient droit : à 20, 10 ou 6 francs, suivant que la victime avait l'un ou l'autre des trois caractères dont nous venons de parler.

Enfin les simples contusions faisaient baisser l'indemnité à 10, 5 et 3 francs.

Tout ouvrier pouvait figurer sur les états de secours dans de telles conditions pendant un an seulement, à moins qu'il n'y ait eu autorisation administrative accordée sur la proposition des médecins.

Quant à l'ouvrier victime d'un accident ayant occasionné une incapacité totale permanente, il avait droit à une pension annuelle basée sur son âge, sans avoir égard à ses années de service.

268 francs pour les ouvriers âgés de 60 ans et plus.

250 » » 50 ans à 60 ans.

232 » » 40 ans à 50 ans.

214 francs pour les ouvriers âgés de 30 ans à 40 ans.

196 » » moins de 30 ans.

Si l'ouvrier vivait avec sa femme, on ajoutait à la pension :

36 francs pour les femmes âgées de plus de 60 ans.

30 » » » » de 50 à 60 ans.

24 » » » » de 40 à 50 ans.

Les femmes âgées de moins de 40 ans n'avaient droit à aucun supplément.

Enfin en cas de mort de l'ouvrier, la veuve touchait une pension de 180 francs par an, quelque fût son âge, quant aux enfants, des secours temporaires leur étaient accordés jusqu'à l'âge de 12 ans, à condition que leurs pères morts au service de la Compagnie, l'aient servi dans les travaux du fond pendant 10 ans au moins ou soient décédés avant d'avoir pu reprendre aucun travail. Les secours temporaires s'élevaient pour les orphelins de père et mère, et pour les orphelins de père dont la mère n'avait pas droit à la pension :

A 48 francs par an pour les garçons ;

A 36 francs par an pour les filles.

Pour les orphelins de père dont la mère avait droit à la pension :

A 36 francs par an pour les garçons ;

A 24 francs par an pour les filles.

De tous les chiffres que nous venons de donner, il résulte que les sommes annuelles servies par les Compagnies aux ouvriers et à leurs veuves étaient

considérables ; la compagnie d'Anzin, par exemple, payait annuellement 441.799 fr. 55 de pension et 152.674 fr. 70 aux malades et blessés ; on comprend que la constitution d'un fonds de réserve était nécessaire pour faire face à de pareilles exigences. C'est précisément dans ce but que furent créées les caisses de secours dont nous allons nous occuper dans notre seconde section.

SECTION II

CAISSES DE SECOURS

La fondation des premières caisses de secours dans les Sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais date de 1857 (1). Le nombre considérable des accidents et l'augmentation toujours croissante du taux des allocations payées à ceux qui en étaient victimes avaient rendu cette institution absolument nécessaire dans les mines. Toutefois il faut remarquer que c'était surtout la situation des ouvriers du fond, à raison des dangers particuliers qu'ils courent qui intéressait les Compagnies ; c'est pourquoi toutes avaient déclaré l'affiliation aux caisses obligatoires pour eux. Sans doute cette affiliation ne pouvait résulter que de leur consentement aux retenues à opérer sur leurs salaires, mais comme l'exploitant imposait ce consentement comme

(1) Renseignements donnés par la direction du Contentieux des Mines du Nord et du Pas-de-Calais.

condition d'embauchage il s'ensuivait qu'elle était obligatoire. Pour les ouvriers du jour l'affiliation était facultative.

Ce principe posé, voyons le fonctionnement de ces caisses et les différents changements que les réclamations des ouvriers y firent apporter. Nous trouverons une conclusion toute naturelle dans la liquidation de ces caisses, rendue obligatoire par la loi du 29 juin 1894.

En général, quatre éléments concourraient à leur alimentation :

1° Une retenue de 3 % sur les salaires des ouvriers et une subvention de 1 % accordée par la Compagnie. Cette règle n'était pas absolue, mais lorsqu'il n'y avait rien de fixé par avance, les allocations spontanées et les charges que les Compagnies prennent à leur compte correspondaient à cette subvention.

2° Une cotisation de 1 % des mêmes salaires, payée par la compagnie.

3° Le produit des amendes infligées aux ouvriers.

4° L'intérêt payé par les Compagnies, au taux de 4 %, des fonds de réserve de la caisse.

Par contre les charges des Caisses de secours étaient onéreuses ; non seulement elles supportaient le paiement des secours ordinaires, c'est-à-dire les indemnités journalières aux malades et aux blessés, non seulement elles devaient payer les pensions en cas d'incapacité totale, mais elles avaient encore à fournir l'argent nécessaire au traitement des médecins et des

chirurgiens, à l'éducation des enfants des ouvriers; et au paiement des secours en nature, vin, viande, vêtements, sans compter le paiement des secours extraordinaires accordés par le comité administratif. Il faut, il est vrai, remarquer que les secours ordinaires n'étaient alloués aux malades que lorsque la maladie avait entraîné un chômage de quatre jours au moins; de plus, l'ouvrier devait avoir travaillé à la Compagnie depuis au moins quatre mois; ce délai était réduit à deux mois lorsque le malade avait déjà été employé à la Compagnie.

Sans être dans une situation brillante, les Caisses de secours dans l'administration desquelles entraient quelques ouvriers, purent avec leurs seules recettes faire face à leurs engagements jusqu'en 1883, et à partir de cette époque, chaque exercice se soldait en un déficit que la Compagnie comblait.

En 1884, afin d'améliorer le sort de leurs ouvriers, la plupart des Sociétés houillères affilièrent ceux-ci à la Caisse nationale des retraites, en versant de leurs propres deniers, au nom de chacun d'eux, une somme égale à 3 0/0 des salaires. Elles s'imposaient donc en faveur de leur personnel un sacrifice égal à 4 0,0 des salaires, 1 0/0 étant déjà versé comme on le sait à la caisse de secours.

Lors de la grève de 1889, les mineurs demandèrent aux Compagnies de remplacer le versement à la Caisse nationale par une majoration de 2 0/0 de manière à porter à 3 0/0 le montant de leur cotisation à la caisse

de secours. Cette proposition fut acceptée et les versements à la Caisse nationale cessèrent d'être effectués.

C'est alors que commença la réorganisation des Caisses de secours. Désormais l'affiliation fut obligatoire pour tout le personnel de la mine sans distinction entre les ouvriers du jour et les ouvriers du fond, et de plus, concession importante, les ouvriers eurent à la commission administrative dix représentants choisis parmi eux. La plupart des Compagnies firent même des dons importants, celle de Vicoignes-Noëux, par exemple, versa 50.000 francs à sa caisse.

Dans ces conditions, malgré le taux élevé des pensions servies, les caisses de secours se trouvaient dans une situation prospère quand fut promulguée la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites. Cette loi, en décidant que les caisses existantes ne fonctionneraient plus à l'avenir que pour l'exécution des engagements contractés, rendait nécessaire une liquidation. Acte important s'il en fut et d'une complication inouïe. Pour l'opérer, trois moyens se présentaient aux intéressés :

1° Accord entre les exploitants d'une part et la majorité des ouvriers d'autre part.

2° Recours à une commission arbitrale à défaut d'accord,

3° Dans le cas où un accord ne serait pas intervenu et que le recours à la commission arbitrale n'aurait pas été accepté, la liquidation judiciaire s'imposait.

Les Sociétés houillères ne tranchèrent pas toutes la difficulté de la même manière, mais la plupart d'entre

elles eurent recours à la commission arbitrale. Nous ne pouvons examiner la manière dont se fit ce recours dans toutes les Compagnies du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, et, comme la Compagnie de Vicoigne-Nœux a eu à surmonter des obstacles particulièrement difficiles, elle nous a paru digne de notre choix.

Celle-ci fit d'abord un projet d'accord accepté par la Caisse de secours, et le soumit au vote des intéressés. Pouvaient prendre part au vote, les ouvriers et anciens ouvriers majeurs des deux sexes qui avaient sur la Caisse, à raison de son fonctionnement dans le passé, des droits acquis ou en cours d'acquisition. Ce vote différerait des votes ordinaires en ce que les femmes et les étrangers y étaient admis, et que, pour être acceptées, les propositions devaient réunir la majorité absolue des personnes inscrites sur la liste. Ce projet d'accord fut repoussé par les intéressés.

Une proposition de renvoi à la commission arbitrale eut plus de succès. La Compagnie désigna son mandataire et les ouvriers élirent le leur.

Après avoir entendu les explications des deux mandataires, la commission arbitrale, dans ses séances des 14 et 21 janvier 1896, rendit en ce qui concerne tant les pensions acquises que celles en cours d'acquisition au 1^{er} juillet 1895, une sentence qui, aujourd'hui encore, forme la loi des parties.

Les pensions liquidées, en application de la sentence arbitrale pour un temps donné passé au service de la

Compagnie, étaient moins élevées que celles accordées dans les mêmes conditions de durée de services, par la Caisse de secours ; mais il ne faut pas perdre de vue que la participation à la caisse de secours ne donnait qu'un droit éventuel à une pension, car celle-ci n'était obtenue que dans le cas où le mineur était reconnu impropre aux travaux de sa profession par le comité médical de la Compagnie. Aujourd'hui, au contraire, en vertu de la sentence arbitrale, un droit certain à une pension de retraite d'âge, exigible à une époque déterminée, existe pour tous les ouvriers âgés de plus de 25 ans et inscrits sur les contrôles à la date du 1^{er} juillet 1895. En outre, et cela est d'une extrême importance, la loi du 27 décembre 1895, leur donne en cas de faillite ou de liquidation judiciaire des caisses de secours et de pensions, un droit de gage sur les sommes à eux dues, dont elle prescrit d'ailleurs le versement, soit à la Caisse Nationale des retraites, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations. Bien plus, le remboursement de ces sommes est garanti par un privilège sur tous les biens meubles et immeubles de la Compagnie et la loi lui assigne le même rang qu'au privilège des gens de service établi par l'article 2101 du Code civil.

Nous verrons dans notre chapitre IV que la loi du 29 juin 1894 ne s'est occupée que des retraites et des secours aux malades, laissant à la loi de 1898 alors en préparation le soin de régler la situation des ouvriers blessés.

SECTION III

LÉGISLATION PARTICULIÈRE DES MINES EN MATIÈRE DE DÉCLARATION D'ACCIDENT

L'article 11 du Décret du 3 janvier 1813 et l'article 2 de la loi du 8 juillet 1890 mettaient les Sociétés houillères en dehors du droit commun en ce qui concernait la déclaration des accidents arrivés dans le domaine de l'exploitation. Alors que dans les autres industries tout accident devait être déclaré, les mines ne devaient remplir cette formalité que pour ceux qui avaient occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers. De plus les personnes chargées de faire la déclaration et les mesures à prendre n'étaient pas les mêmes.

L'article 11 du décret du 3 janvier 1813 (1) ordonne aux exploitants, directeurs, maîtres mineurs et autres préposés d'avertir, en cas d'accident, le maire de la

(1) DUVERGIER. — Septembre 1811 à mars 1814, p. 202.

commune, l'ingénieur des mines, et en cas d'absence le conducteur. » Ce texte demande quelques explications. Il est d'abord très important d'observer que le Décret ne prend pas ici le mot « préposés » dans le sens de l'article 1384 du Code civil. Tout le personnel de la mine ne peut en effet être chargé du soin de faire la déclaration prescrite, car il est évident que de simples ouvriers ne peuvent pas avoir la responsabilité de déclarer les accidents ; l'article 11 vise uniquement les directeurs, sous-directeurs, ingénieurs en chef ou divisionnaires et autres chefs de service.

L'ingénieur, une fois averti, doit se transporter sur les lieux et dresser un procès-verbal de l'accident séparément ou concurremment avec les maires et autres officiers de police. Il faudra en outre, prévenir les autorités supérieures qui, aidées du personnel de l'exploitation, prendront toutes les mesures capables de faire cesser le danger ou d'en prévenir la suite. Ces mesures étant prises et les procès-verbaux dressés, le tout sera transmis aux sous-préfets et aux procureurs de la République du ressort.

Le décret ne s'explique pas au sujet de la commune où doit être faite la déclaration d'accident. C'est une lacune qu'il faut combler car il pourrait y avoir équivoque sur ce point. S'agit-il en effet du maire de la commune du domicile de la victime, du domicile de l'exploitant, ou du lieu où s'est produit l'accident ? Généralement c'est à ce dernier que l'on s'arrête, car il est mieux placé que tout autre pour prendre les mesures

nécessaires en cas de secours à organiser. Maintenant si, comme il arrive presque toujours, l'exploitation s'étend sur le territoire de plusieurs communes, la déclaration doit se faire à la mairie de celle où se trouvent les bâtiments de cette exploitation.

Passons maintenant à une autre catégorie de personnes chargées de constater les accidents et d'en dresser procès-verbal. Nous voulons parler des délégués mineurs institués par la loi du 8 juillet 1890. Grâce aux débats parlementaires, leur rôle en cette matière n'est pas difficile à déterminer. Il consiste dans la seule constatation de l'accident et dans l'énumération de ses causes. Pris parmi les mineurs, ouvrier comme eux, le délégué, en raison de ses connaissances pratiques du travail de la mine, a paru compétent pour remplir cette besogne ; mais en raison même de son caractère, il n'a rien à commander, et les travaux faits par l'ingénieur des mines doivent être respectés. En un mot, le délégué mineur, comme l'a dit M. Girard, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, « a une mission de surveillance, une mission d'investigation. Il n'est pas autre chose qu'un œil ouvert pour signaler les défauts du travail de nature à engendrer un danger pour la sécurité des ouvriers, mais il n'a rien à faire, rien à ordonner (1). »

(1) *Officiel*, année 1885, Chambre des députés, p. 757.

CHAPITRE II

Domaine de la loi de 1898 dans les mines. — Des accidents et des personnes qui tombent sous son application.

SOMMAIRE. — Définition « de l'accident ». — Explication des mots « par le fait du travail » ou à « l'occasion du travail ». — Règle applicable aux accidents survenus pendant une suspension de travail. — Personnel des mines soumis à la loi. — Ingénieur. — Délégué mineur. — Membre d'une coopérative houillère.

SECTION PREMIÈRE

DES ACCIDENTS ARRIVÉS DANS LES MINES QUI DONNENT DROIT A L'INDEMNITÉ.

Il y a lieu pour définir le mot « accident » de se reporter à la loi de 1898 et à l'article 2 du règlement

des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais du 19 mars 1895 : « Est considérée comme blessure, toute espèce de lésion accidentelle produite instantanément par une cause extérieure accompagnée ou non de plaie.

Ne sont pas considérées comme blessures, les affections résultant soit d'une prédisposition organique, par exemple la hernie sous ses différentes formes, soit d'un effort produit par des contractions musculaires, telles que le lumbago vulgairement appelé pince ou tour de reins ».

De cette définition il résulte que l'accident, pour être réparé, doit être le résultat d'une cause agissant d'une façon subite. La soudaineté joue donc en cette matière un rôle très important, trop important peut-être car elle exclut toute une catégorie de maladies qui, à raison de leur caractère, semblaient devoir entrer dans le risque professionnel. Il nous paraît en effet peu logique d'accorder une indemnité au mineur victime d'un coup de grisou et de la refuser à celui chez qui l'intoxication a été progressive ; tous deux sont pourtant bien victimes d'un risque inhérent à l'exercice de leur profession. Malgré cela l'esprit de la loi est sûr et ses termes ne prêtent pas à ambiguïté. Un accident n'est pas une maladie, et nous sommes obligés de refuser tout droit à une indemnité à l'ouvrier victime d'une maladie professionnelle.

Il faut donc d'abord, pour qu'il y ait lieu à l'application de la loi, un accident proprement dit, c'est-à-dire un événement subit qui cause un dommage à l'ouvrier

et entraîne pour lui une incapacité de plus de quatre jours. Mais ce n'est pas la seule condition exigée, car dans ce cas la responsabilité de l'employeur eût été illimitée, puisqu'elle aurait pu s'étendre à des accidents survenus en dehors du lieu d'exploitation et en dehors des heures de travail, la loi estime en outre que l'accident doit être arrivé « par le fait du travail ou à l'occasion du travail ». Ces mots sont d'une explication difficile, aussi nous bornerons nous à en donner le sens le plus conforme aux décisions de la jurisprudence la plus récente, sans nous arrêter aux questions de théorie pure qui ont été agitées lors des débats parlementaires.

Un accident arrive par le fait du travail lorsqu'il frappe le mineur accomplissant la tâche que lui impose un contrat passé avec la Compagnie. Ces mots doivent donc être pris dans un sens large, car le risque professionnel est en jeu, non seulement lorsque l'ouvrier est blessé dans l'exécution de son travail habituel, mais même s'il est frappé en accomplissant celui de l'un de ses camarades ; à la condition bien entendu que l'accident ait pour cause une chose appartenant à l'exploitation ou faisant partie intégrale de son outillage. Par exemple un ouvrier mineur traverse une galerie pour se rendre à la veine d'extraction, une pierre se détache de la voûte et le blesse, incontestablement la Compagnie est responsable. Elle le serait de même si l'ouvrier était blessé au moment où il remplace l'un de ses camarades momentanément absent. Et pourtant, ce

n'est pas pour accomplir ce travail qu'il a spécialement loué ses services. Nous trouvons, dans notre sens, un arrêt récent du Tribunal civil de Lorient, du 5 juin 1900 (1) : « Attendu, dit-il, que si par ces mots « accidents arrivés par le fait du travail », la loi avait entendu viser les accidents produits par le travail spécial auquel l'ouvrier est préposé, elle se serait expliquée formellement et aurait employé une expression ne prêtant pas à équivoque ;

» Attendu que la généralité de la phrase dont le législateur s'est servi, indique bien que la responsabilité du patron naît de tout accident occasionné par un travail quelconque dans l'usine où l'ouvrier est occupé, alors qu'il a été blessé par une machine ou un outil dépendant de l'outillage du patron. »

Donc, toutes les industries, Sociétés houillères ou autres, énumérées par l'article premier de notre loi, ont des risques qui leur sont propres et doivent supporter les accidents qui en sont la suite naturelle. Et remarquons bien qu'il n'y a pas de distinction à faire entre les cas où la négligence de l'ouvrier est évidente et les cas fortuits ou de force majeure. Telle est, à notre avis, la meilleure traduction des mots : « par le fait du travail ».

Mais le législateur est allé plus loin en faisant entrer dans le risque professionnel les accidents dont la cause

(1) Dalloz, 1901, 2^e partie, p. 285.

a un lien, même indirect, avec le travail pour lequel l'ouvrier a loué ses services. L'accident est alors arrivé « à l'occasion du travail ».

Cependant, on conçoit que les tribunaux chargés d'appliquer la loi se soient montrés circonspects dans la manière de l'interpréter. Si l'on s'en tenait en effet au pur raisonnement, on pourrait toujours trouver un rapport entre la cause de l'accident et le travail effectué par l'ouvrier ; on pourrait, par exemple, forcer le patron à réparer les suites des accidents arrivés aux ouvriers se rendant à leur travail ou en revenant, sous prétexte que ce dernier en est la cause indirecte. Mais alors où s'arrêterait-on et comment l'employeur ferait-il face à ses engagements ? Non, quand la loi parle d'accident arrivé « à l'occasion du travail » ; elle entend par là un accident ayant un rapport réel avec le travail. Sans doute, des accidents remplissant cette condition peuvent se produire en dehors du carreau de la mine et faire naître la responsabilité des Compagnies, mais il faut pour cela qu'ils aient leur cause dans un acte ayant avec le travail une certaine connexité. Ainsi un mineur tombe en se rendant à la fosse où il est employé et se fracture la jambe, la Compagnie n'est certainement pas responsable, car ce n'est là que la réalisation d'un risque couru par tout homme en général et non spécialement par l'ouvrier mineur. Les termes de la circulaire de M. le garde des sceaux, du 10 juin 1899, sont absolument dans ce sens : « L'ouvrier qui fait une chute et

se blesse en se rendant à son travail ne saurait certainement se prévaloir du risque professionnel » (1).

La jurisprudence n'est pas moins affirmative. On lit par exemple dans un jugement du tribunal de première instance de Dijon qui déboute un ouvrier de sa demande :

« Attendu que par sa nature même, le risque professionnel ne saurait comprendre les accidents de tous genres auxquels peuvent être exposés les ouvriers, mais seulement ceux résultant directement de l'industrie et dont la réparation peut être considérée économiquement comme faisant partie des frais généraux de la production.

» Que par suite les risques individuels doivent être exclusivement supportés par chacun, ouvrier et patron, dans la mesure où ils leurs incombent (2) ».

Au contraire un ouvrier du jour ou du fond est envoyé par l'administration pour conduire du charbon à la gare ou à domicile, dans l'hypothèse où un accident lui surviendrait en cours de route, la Compagnie serait responsable, car il y a là un risque couru par un travailleur exécutant les conditions de son contrat. Ou bien encore un ouvrier est blessé en arrivant sur le carreau de la mine par un éclat provenant de l'explosion du générateur, le lien entre la cause de l'accident et le travail apparaît nettement et il aura droit à une indemnité.

(1) Chapitre I, parag. II.

(2) Dalloz, 1901, 2^e partie, p. 134.

Tel est aussi l'avis de la jurisprudence. Dans un jugement en date du 25 mai 1900, le tribunal civil de Valenciennes a accordé une indemnité au demandeur :

« Attendu que le législateur a laissé aux tribunaux l'application de cette expression fort large : « accidents survenus à l'occasion du travail. »

« Attendu que la loi a entendu exclure tous les accidents dont la cause est complètement étrangère au travail et qu'elle a retenu au contraire ceux dont la cause s'y rattache par un lien plus ou moins étroit » (2).

L'explication des mots « à l'occasion du travail » donne encore lieu à une difficulté en ce qui concerne les accidents survenus aux ouvriers mineurs que la Compagnie fait transporter en chemin de fer sur le lieu d'exploitation ?

Ecartons d'abord un point sur lequel il ne saurait y avoir de doute. Tous les ouvriers du fond que l'on descend dans les galeries au moyen de berlines sont en cas d'accident régis par la loi de 1898. Il n'est pas besoin de longs développements pour prouver que cette descente, qui s'effectue toujours à une allure vertigineuse, constitue un risque propre aux Sociétés houillères et qu'il est bien couru à l'occasion du travail.

Au contraire, la question se complique si c'est dans le chemin de fer des mines que l'ouvrier a été blessé, dans ce cas la Compagnie est-elle responsable de droit ? Nous croyons que l'affirmative est conforme au texte

(1) Dalloz, 1901, 2^e partie, p. 135.

et à l'esprit de la loi. Au texte qui prévoit les accidents survenus « à l'occasion du travail » c'est-à-dire les accidents ayant un rapport réel avec le travail, or ici ce lien apparaît nettement ; la Compagnie, en se chargeant du transport des ouvriers, assume toute la responsabilité de cette charge, et en montant dans le train de service, l'ouvrier ne fait qu'exécuter les conditions de son contrat. A son esprit, car une loi sur le risque professionnel doit s'appliquer à tous les risques inhérents aux industries qu'elle énumère. Or ici encore, la Compagnie crée un nouveau risque dont elle doit supporter les conséquences. C'est ce qu'a décidé la Cour de Paris, avant la promulgation de la loi nouvelle il est vrai, mais comme il s'agit ici d'une question de responsabilité plus ou moins étendue, la solution doit être la même aujourd'hui. Dans un arrêt du 6 juin 1885 (1), elle déclare le patron responsable des accidents arrivés aux ouvriers dans les trains les conduisant à leur travail, car il n'est que le prolongement du chantier.

Reste à fixer la règle applicable aux accidents arrivés pendant une suspension de travail ? D'une manière générale on peut dire qu'ils tombent sous l'application de la loi de 1898 s'ils ont leur cause dans le contrat passé par l'ouvrier. La Cour de Besançon, dans un arrêt du 25 octobre 1900 (2), déclare en effet :

« Qu'il n'y a pas à rechercher si la responsabilité

(1) Dalloz, 1886, 2^e partie, p. 123.

(2) DALLOZ, 1901, 2^e partie, p. 277,

patronale cesse pendant une interruption de travail, mais simplement s'il y a une relation de cause à effet entre le travail et l'accident, et qu'il en est ainsi parce que c'est cette relation de cause à effet qui engendre le risque professionnel dont la loi fait peser la responsabilité sur le patron. »

Mais spécialement en ce qui concerne les mines, il nous semble qu'on pourrait faire à cet égard une distinction entre les ouvriers du jour et les ouvriers du fond. Comme il est impossible de faire remonter les travailleurs du fond pendant le temps de l'interruption de travail, par exemple à l'heure du goûter, les Compagnies auront toujours la responsabilité des accidents arrivés au fond pendant un arrêt de travail comme pendant le travail.

Quand aux ouvriers du jour, il n'y aura pas lieu à responsabilité pour le patron si pendant une suspension de travail il arrive à l'un d'eux un accident là où leur présence n'était pas l'exécution d'un ordre donné. Si donc un ouvrier de cette catégorie venait à être blessé dans un lieu autre que celui qui lui est assigné par la Compagnie pendant l'interruption du travail, il n'aurait droit à aucune indemnité.

La distinction que nous venons de faire entre les deux classes d'ouvriers n'a plus lieu d'être pour les accidents survenus en dehors de la période de travail ou en cours de travail, par suite de circonstances indépendantes du travail normal de l'intéressé, comme les rixes et jeux, en un mot les actes étrangers à la

besogne commandée. Dans ce cas la compagnie ne saurait être responsable.

Mais vis-à-vis les responsabilités que nous avons indiquées et qui peuvent leur incomber même pendant une suspension de travail, les Compagnies feront bien de continuer à faire des règlements astreignant les ouvriers du jour à se tenir pendant ce temps dans tels ou tels endroits déterminés.

Les Sociétés houillères ne sauraient trop interdire le repos des ouvriers dans des locaux où se trouvent des engins mécaniques ou des possibilités quelconques d'accidents faciles à prévoir.

SECTION II

CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS DES MINES

ADMIS AU BÉNÉFICE DE LA LOI

L'article premier de la loi de 1898 accorde une indemnité aux « ouvriers et employés » victimes d'accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail. Il n'y a pas de difficulté en ce qui concerne l'application de cette disposition aux ouvriers mineurs proprement dits. Tous sont assujettis au risque professionnel sans qu'il y ait de distinction à faire entre les ouvriers du jour et les ouvriers du fond, ou leurs différents genres d'occupation. Les préposés au lavage des combustibles ou à la préparation mécanique des minerais jouissent du bénéfice de la loi nouvelle comme les préposés à la fabrication du coke, des briquettes ou des agglomérés. Mais une première explication devient nécessaire quand il s'agit des « employés » des Sociétés houillères. Faut-il les mettre sur la même ligne que les ouvriers, ou tombent-

ils au contraire sous l'application du droit commun ? La question doit se résoudre par une distinction. Les employés des mines se divisent en effet en deux grandes classes : Ceux dont le travail se rattache directement et sur place à l'exploitation, et ceux dont les occupations n'ont qu'un lien indirect et éloigné avec cette dernière. Les uns sont occupés dans les bureaux situés sur le territoire même de la mine, ou dans les lieux en formant tout au moins une dépendance légale ou industrielle. Les autres travaillent seulement au siège de l'administration, la plupart du temps dans une autre ville ; pour les premiers le risque professionnel s'impose, pour les seconds le droit commun reprend son empire.

C'est à la solution que nous venons de donner que s'est ralliée la Chambre des houillères du Nord et du Pas-de-Calais dans la séance du 6 juin 1898, alors qu'elle voulait fixer le sort des employés aux industries annexes de l'exploitation de la mine, par exemple à la culture, aux plantations, aux travaux de la voirie. Ces diverses catégories d'ouvriers restent soumises aux règles qui régissent leurs industries spéciales, c'est dire clairement qu'elles ne peuvent se prévaloir que des articles 1382 et suivants du Code civil.

Ce premier point élucidé, il nous reste à rechercher si l'article premier de notre loi s'applique à l'ingénieur des mines, au délégué mineur, et au travailleur membre d'une coopérative houillère.

Disons tout d'abord que par ingénieur des mines

nous n'entendons pas l'ingénieur de l'État chargé en vertu du décret du 3 janvier 1813 de se transporter sur les lieux de l'accident (article 13) ou de faire dans les mines des tournées annuelles (article 23), mais nous voulons parler des ingénieurs spéciaux qu'une Compagnie minière s'est attachée en vertu d'un contrat de louage de services et à qui elle a confié la surveillance générale des travaux, celle d'une division, ou seulement celle d'une section.

Ainsi précisée la question ne saurait faire de doute ; l'ingénieur d'une Compagnie de mine, victime d'un accident du travail au moment où il exécute les conditions de son contrat, rentre dans les personnes visées par l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, et il a évidemment droit à l'indemnité prévue par cette loi. C'est en effet un employé de la mine dont le travail a un lien direct avec l'exploitation et lui donne droit à un salaire payé par la Compagnie, on ne voit donc pas pourquoi il serait privé du bénéfice de la loi nouvelle. D'ailleurs il faut bien dire que les ingénieurs touchant mensuellement des appointements fixes, l'ingénieur blessé ne verrait pas en fait, pendant la période d'invalidité occasionnée par l'accident dont il aurait été victime, le chiffre de ses appointements subir une diminution. La moitié de ses appointements lui serait en effet allouée à titre d'indemnité temporaire conformément à l'article 2, récemment modifié par la loi du 22 mars 1902 (1) et l'autre moitié lui serait certai-

(1) Addition des mots « élevant le chiffre de la quotité ».

nement servie à titre gracieux par la Compagnie.

La situation du délégué mineur est plus difficile à établir, les débats parlementaires n'apportant à leur sujet aucun éclaircissement. M. Maruéjouls, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, a bien déclaré dans la séance du 23 octobre 1897 : « Qu'il n'y avait aucun inconvénient à faire rentrer les délégués mineurs dans l'article 1^{er} ». Mais il n'y avait là rien de catégorique, aussi M. Félix Martin saisit-il le Sénat d'une proposition ferme tendant à assimiler les délégués mineurs aux autres ouvriers. M. Thévenet, rapporteur, dût alors s'expliquer : « Le cas des délégués mineurs, répondit-il, sera prévu dans la loi sur les caisses de secours actuellement pendante devant la Chambre (1). » S'appuyant sur cette réponse, la Chambre des houillères refuse d'appliquer la loi au délégué mineur qui est un ancien ouvrier de la mine, et on ne peut que la suivre dans cette voie. Mais elle va plus loin encore et décide que la loi ne saurait être applicable même aux délégués mineurs ouvriers dans la mine s'ils étaient victimes d'un accident survenu pendant l'exercice de leurs fonctions de délégués mineurs. En un mot d'après elle, au point de vue de la responsabilité des accidents du travail, ils resteront soumis comme le contrôleur des mines au droit commun. Nous ne pouvons qu'approuver cette manière de voir, car le délégué de cette catégorie se présente à nous

(1) Sénat, 15 mars 1898, *Journal officiel*, p. 298.

sous un double aspect. Il y a d'abord en lui l'ouvrier mineur du jour ou du fond engagé par la Compagnie et envoyé par elle à un travail déterminé ; en ce cas, pas de doute possible, la loi de 1898 lui est applicable. D'un autre côté, si on considère en lui non plus l'ouvrier, mais le délégué mineur investi par la loi du 8 juillet 1890 de fonctions spéciales, nous croyons qu'il n'y a pas lieu de l'admettre au bénéfice du risque professionnel. En effet, il ne nous apparaît plus alors comme un ouvrier ordinaire lié à la Compagnie par un contrat de louage, mais comme l'élu de ses camarades. La mine ne l'a pas choisi, il lui a été imposé par la loi. Bien plus, il n'a pas d'ordre à recevoir de la Compagnie pour l'exercice de ce mandat particulier, il surveille les travaux et rédige ses rapports quand il le juge nécessaire. Sans doute, c'est un salarié de la Compagnie, mais ce n'est pas un salarié ordinaire puisqu'il n'est pas à son service, et l'on ne voit pas pourquoi elle devrait l'indemniser de dangers auxquels il a pu volontairement s'exposer.

La même solution s'applique pour les mêmes raisons à l'ingénieur de l'Etat chargé par le décret de 1813 de se rendre sur les lieux de l'accident, et de visiter ceux où un accident s'est déjà produit.

Reste le travailleur membre d'une coopérative houillère; doit-on lui accorder le bénéfice de la loi nouvelle?

Propriétaire pour partie de la mine qu'il exploite, il semble à première vue qu'il ne saurait être régi par le risque professionnel, puisqu'il est à la fois ouvrier et

patron. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'est rédigée une sentence de la justice de paix de la Roche-sur-Yon, en date du 17 septembre 1900 (1).

« Attendu, dit-elle, qu'une des conditions essentielles pour qu'il soit fait application de la loi du 9 avril 1898 est qu'un ouvrier ait été blessé alors qu'il travaillait pour le compte et par ordre d'un patron ;

» Que ladite loi met l'indemnité à la charge du chef d'entreprise ; que cette loi est exceptionnelle ; qu'en conséquence, lorsqu'il n'y a pas de patron il n'y a pas lieu à l'application de la loi ;

» Attendu que, dans les Sociétés coopératives les assurés ont des droits égaux ; que chacun d'eux est à la fois ouvrier et patron ; que ces deux qualités se confondent sans qu'il soit possible de découvrir deux personnes distinctes entre lesquelles il existe des rapports de direction d'un côté, et de subordination de l'autre ;

» Par ces motifs, décide qu'un accident arrivé dans ces conditions ne tombe pas sous l'application de la loi du 9 avril 1898. »

Malgré les termes affirmatifs de cette décision, nous ne saurions y adhérer, car nous croyons que les membres de la Société de la « Mine aux Mineurs » doivent être régis par le risque professionnel.

Les ouvriers qui en font partie ne sont-ils pas des

(1) Ministère du commerce de l'industrie, *Jurisprudence des accidents du travail*, II, 72.

salariés ? Ne sont-ils pas astreints à produire une certaine quantité de travail pour gagner leur salaire ? Pourquoi, dès lors, ne pas les assimiler aux autres ouvriers soumis à la loi ?

Sans doute ils semblent au premier abord former une catégorie à part de travailleurs, parce qu'en dehors de leurs salaires, ils reçoivent une certaine quantité de bénéfices réalisés par la mine qui les emploie, et sont ainsi associés dans une certaine mesure à la bonne ou à la mauvaise fortune de l'industrie à laquelle ils appartiennent.

Mais en cela encore en quoi les ouvriers de « la Mine aux Mineurs » sont-ils différenciés des ouvriers des mines du Nord et du Pas-de-Calais, qui, avec la division en petites coupures des titres de nombre de sociétés houillères, sont propriétaires d'une ou de plusieurs actions et ont par conséquent une part des bénéfices réalisés.

Nous objectera-t-on que l'ouvrier mineur possédant des actions de mines représente l'exception ? Nous répondrons spécialement en ce qui concerne « la Mine aux Mineurs » que les ouvriers de la première heure contestent aux nouveaux arrivés la qualité d'associés, en voulant seulement les considérer comme de simples ouvriers. Dans ces conditions, si pour l'application de la loi du 9 avril 1898, on devait établir une distinction entre les ouvriers ayant droit à une certaine part dans les bénéfices et les autres, on arriverait à cette anomalie de voir dans un même chantier et sous les ordres d'un

même chef, deux ouvriers travaillant pour gagner leur salaire dont l'un, bien que n'étant pas patron, ne serait pas soumis à la loi dont s'agit parce qu'il aurait un droit dans les bénéfices, tandis que l'autre pourrait en invoquer les dispositions.

Les bénéfices réalisés par « la Mine aux Mineurs » sont-ils par exemple partagés entre les ouvriers au prorata des salaires de chacun, ces bénéfices revêtent pour ceux à qui ils sont attribués la forme d'une prime à taux fixe, accordée par les Compagnies depuis quelques années aux ouvriers de notre région proportionnellement aux salaires payés.

La loi du 9 avril 1898 est une loi de réparation et d'assistance en faveur des ouvriers victimes d'accidents et il nous semble que ce serait méconnaître la pensée du législateur que d'exclure de son bénéfice les ouvriers de « la Mine aux Mineurs » sous prétexte que ceux-ci, en concourant à l'administration de leur Société, ont cessé d'être ouvriers.

CHAPITRE III

Calcul des Rentes et Indemnités

SOMMAIRE. — Caractère général de la loi. — Étude des différentes incapacités qu'elle prévoit. — Recherche du salaire servant de base aux indemnités afférentes à chacune d'elles. — Définition des mots « rémunération effective ». — Conditions nécessaires pour avoir droit à l'indemnité fixée par l'article 3. — Question intéressante des ouvriers à la tâche. — Jours que les Compagnies doivent payer. — Dimanches et fêtes. — Variations que peut subir l'indemnité. — Faute inexcusable. — Salaire dépassant 2.400 francs. — Mineur de 16 ans.

La loi du 9 avril 1898, dont notre introduction a rappelé les origines, et les étapes successives à travers les débats parlementaires, a posé dans notre législation le principe du risque professionnel. En vertu de ce principe, l'employeur est responsable de tout accident arrivé à l'ouvrier dans le cours de son travail et doit

en réparer les suites dans les proportions indiquées par la loi. Sans doute, la victime n'obtiendra plus comme sous l'empire des articles 1382 et suivants du Code civil, la réparation intégrale du préjudice causé, mais par contre, certitude lui est acquise d'obtenir l'indemnité fixée à forfait par la loi, sans avoir à sa charge le fardeau de la preuve. C'est là une transaction entre les partisans de l'ancien système et ceux du nouveau. La loi de 1898 est donc une loi transactionnelle, partant une loi d'exception, et ce caractère est fertile en conséquences, car les intéressés sont nombreux. Trois intérêts principaux, en effet, sont ici en jeu. Ceux de l'ouvrier, du patron et de la société.

L'ouvrier tout d'abord n'obtiendra plus comme sous le régime antérieur de ces fortes indemnités qui lui assuraient le repos et la tranquillité jusqu'à la fin de ses jours ; mais d'un autre côté quel avantage pour lui d'en obtenir certainement une, sans avoir recours aux tribunaux qui la lui refusaient dans la grande majorité des cas, faute de preuve. Avec quelle confiance il louera désormais ses services, puisqu'il aura la sécurité du lendemain ?

Le patron ne voit pas non plus, comme on pourrait le croire au premier abord, sa situation s'aggraver. S'il veut avoir recours au contrat d'assurance, la nouvelle loi lui confère l'énorme avantage de savoir à quoi il s'engage lorsqu'il fonde une industrie. Il sait par avance de combien ses frais généraux seront augmentés et quelle somme il devra avoir devant lui

pour couvrir les risques qu'il crée. Du reste, on n'exige pas de lui en cas d'accident la réalisation immédiate d'un capital, opération toujours difficile. Le législateur lui permet de se libérer par annuités, en payant à l'ouvrier blessé une rente dont le taux varie suivant les circonstances et dont une Compagnie d'assurance fera le service la plupart du temps.

La société enfin n'a pas à se plaindre de l'admission du nouveau principe. L'obligation de l'assurance n'aura pas pour conséquence une augmentation sensible du prix de revient des objets industriels. Les exemples donnés au Sénat par M. Ricard, garde des sceaux, en font foi ; nous citons les deux qui nous ont frappé davantage : « L'acier Besmer en lingot vaut 20 francs les 100 kilogrammes. Il entre dans la fabrication de 100 kilogrammes, 60 centimes de salaire, soit 3 %. L'assurance perçoit 1 fr. 76 %, en sorte que cela fait un centime pour 100 kilogrammes d'acier Besmer. » Le prix total, au lieu d'être de 20 francs, sera de 20 fr. 01. « Pour les rails, le prix est de 16 francs les 100 kilogrammes, ce prix sera augmenté de 2 centimes par suite de l'assurance » (1).

D'un autre côté, faudra-t-il craindre la concurrence étrangère ? Nous ne le croyons pas, la plupart des pays étrangers nous ayant précédés dans l'admission du risque professionnel les objets fabriqués ne se vendront pas plus cher en France que dans les autres nations.

(1) Sénat, *Journal officiel*, année 1896, p. 42.

Le seul inconvénient à signaler est une augmentation probable du nombre des accidents. La certitude pour l'ouvrier d'obtenir une indemnité, sa tranquillité pour l'avenir, augmenteront peut-être l'insouciance du danger. Sachant que sa responsabilité personnelle ne sera jamais en jeu, il prendra moins de précautions, et dans ces conditions il peut y avoir plus de chances d'accidents. Et maintenant le but visé par la loi de diminuer le nombre des procès sera-t-il rempli ? Les faits prouvent malheureusement le contraire, car dans son article 20, elle permet d'une part à l'ouvrier de prouver la faute inexcusable du patron pour avoir droit à une majoration de son indemnité, et d'autre part elle permet au patron de prouver que la victime a volontairement occasionné l'accident dans le but d'être dispensé d'en réparer les suites. Les nombreuses décisions judiciaires sur la matière prouvent que, soit d'un côté soit de l'autre, ces moyens sont souvent employés, ce qui ne laisse pas de tromper les intentions du législateur. Son intervention est à souhaiter pour éviter des luttes qui ne peuvent que nuire à la prospérité de l'industrie.

Quoiqu'il en soit, la loi de 1898 déclare en principe le patron responsable de tout accident arrivé à ses ouvriers et accorde à la victime une indemnité forfaitaire résultant, nous le savons, d'une transaction entre le système des articles 1382 et suivants du Code civil et celui du risque professionnel. Le législateur en a donc fixé le taux par avance en le faisant varier

suivant le genre d'incapacité que peut entraîner la blessure. L'article 3 en distingue trois espèces.

1° Les incapacités totales permanentes.

2° Les incapacités partielles permanentes.

3° Les incapacités temporaires.

A chacune d'elles correspond une indemnité dont nous étudierons la nature et le mécanisme dans trois sections différentes.

SECTION PREMIÈRE

INCAPACITÉ TOTALE PERMANENTE

La circulaire du garde des sceaux du 10 juin 1899 en donne la définition suivante : « C'est l'incapacité qui rend l'ouvrier impotent et l'empêche de se livrer à tout jamais à un travail utile. C'est par exemple la perte de la vue. » L'incapacité totale permanente est donc une incapacité absolue, qui rend l'ouvrier mineur (puisque c'est lui qui nous intéresse surtout) non seulement impropre aux travaux de la mine, mais inapte à toute espèce de travail. Pour qu'elle existe, le travailleur doit être hors d'état de gagner sa vie ; il ne doit plus être, comme l'a dit au Sénat M. Boucher ministre du commerce, dans la séance du 15 mars 1898. « qu'une épave humaine (1) ». Spécialement même, les Sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais exigent pour payer la rente allouée en ce cas par

(1) *Journal officiel*, débats parlementaires, année 1898, p. 301.

l'article 3, une incapacité incurable qui mette le mineur hors d'état de travailler et de pourvoir à sa subsistance dans quelque proportion que ce soit. D'après elles, cette incapacité est non seulement l'incapacité absolue et permanente du travail de la profession, mais l'incapacité permanente et absolue de tout travail, comme la perte des deux yeux, des deux bras, ou la fracture de la colonne vertébrale avec paralysie des membres inférieurs. Quoiqu'il en soit, les débats parlementaires et les prétentions des Compagnies laissent encore une large part à l'appréciation des juges. La loi, en effet, ne contient pas comme le projet principal, l'énumération des infirmités entraînant cette espèce d'incapacité, et les tribunaux, statuant en fait, sont souverains maîtres de leurs décisions en la matière. De là, solutions contradictoires de la jurisprudence. La perte du bras droit, par exemple, a été considérée par le Tribunal civil de Versailles, dans un jugement en date du 11 janvier 1900, comme entraînant une incapacité permanente totale (1). Le Tribunal civil de Mayenne, le 23 mars 1901 (2), la Cour d'appel d'Orléans, le 26 juillet 1900 (3), ont au contraire jugé qu'il n'y avait là qu'une incapacité permanente partielle. « Attendu, dit le Tribunal de Versailles, que la

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, I, 134.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, II, 119.

(3) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 492.

suppression complète du bras droit ne permet plus l'opération musculaire nécessaire à l'obtention d'un produit du travail manuel. »

« Attendu, au contraire, disent les autres jugements précités, que sans doute cette mutilation diminue dans une proportion considérable la capacité de travail bénéficiant à l'ouvrier, mais qu'il serait cependant excessif de l'envisager comme le rendant désormais incapable de tout travail, que cette incapacité radicale ne saurait résulter que d'infirmités à champ plus étendu, telles que la perte de la vue ou une paralysie générale. »

« Attendu enfin qu'il est plus équitable de considérer que cet individu pourra encore vaquer à quelque besogne restreinte, ne serait-ce qu'à la garde des bestiaux. »

Cette diversité de décisions que nous venons de signaler pour la perte du bras droit se retrouve pour la perte de la jambe droite ; le tribunal civil de Lure y voit une incapacité absolue, 21 mars 1900 (1) ; le tribunal civil de Toulouse, 21 décembre 1899 (2), la Cour de Besançon, 6 mai 1900 (3), y voient au contraire une incapacité seulement partielle.

Quelles conclusions tirer de ces contradictions ? A notre avis une seule s'impose ; à savoir que c'est

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 163.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 88.

(3) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 440.

méconnaître la pensée du législateur que de faire rentrer dans les incapacités totales permanentes, la perte d'un seul membre. L'ouvrier victime d'un pareil accident n'est pas « une épave humaine » car pouvant encore se livrer à des travaux sédentaires, il n'est pas impotent jusqu'à la fin de ses jours et peut encore gagner sa vie. Nous demandera-t-on alors de déterminer les cas d'application du paragraphe premier de l'article 3, nous répondrons avec la Cour de Douai (1), qu'il faut la perte de deux membres ou tout au moins d'un seul avec impossibilité de se servir d'un autre. En effet, l'ouvrier qui n'est apte qu'aux travaux de force ne peut plus les accomplir s'il lui manque les deux jambes, les deux bras, ou une jambe et un bras; il est bien alors devenu une « non valeur absolue » (2) et le vœu de la loi se trouve rempli. Interprétée de cette façon, une telle incapacité sera heureusement fort rare, et à ce propos nous ne pouvons que citer les paroles de M. Boucher, ministre du commerce. « Si nous calculons, disait-il au Sénat, la proportion dans laquelle les incapacités totales permanentes entrent dans les charges qui résultent pour l'industrie des lois concernant les accidents dans les pays voisins, nous trouvons qu'elles s'élèvent en Autriche où le calcul est plus facile parce que le paiement est fait en capital, à un peu moins d'un

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, arrêt du 5 avril 1900, II, 147.

(2) *Journal officiel*, débats parlementaires, année 1898, p. 301.

dixième des charges totales de l'assurance (1) ».

Nous connaissons maintenant ce qu'il faut entendre par incapacité permanente, il nous reste pour terminer cette première section à exposer à quelle indemnité elle donne droit, et surtout à rechercher sur quel salaire cette dernière se calcule.

Tout d'abord l'article 3 fixe aux deux tiers du salaire annuel le taux de cette indemnité. Ce chiffre n'est pas un *quantum* pris au hasard, dit-on en général, mais bien le résultat d'une transaction faite d'après une statistique présentée par M. Thévenet dans son rapport au Sénat. De ce rapport il résulte que sur 100 accidents, 50 sont le résultat de cas fortuit ou de force majeure, 25 sont la conséquence de la faute du patron et 25 celle de la faute de l'ouvrier. Donc, dans 75 % des cas, l'industrie devait être responsable avec l'adoption du risque professionnel, et accorder à l'ouvrier réparation intégrale du préjudice causé. En fixant aux deux tiers du salaire l'indemnité forfaitaire, la loi nouvelle réduit à 66 % cette responsabilité. En effet, d'une part, l'industriel était responsable dans 75 % des cas et tenu d'une indemnité intégrale; d'autre part, dans 25 % des cas restants, il ne devait aucune indemnité; si donc on décide qu'il sera responsable dans tous les cas, mais ne paiera plus qu'une indemnité réduite aux deux tiers du salaire, il y a là une transaction qui lui profite.

Selon nous il y a là plus qu'une raison de simple statistique qui malgré ses apparences de précision

(1) *Journal officiel*, débats parlementaires, année 1898, p. 301.

mathématique n'est jamais qu'une approximation pure. Il faut chercher plus loin la raison pour laquelle le législateur de 1898 a fixé aux deux tiers du salaire l'indemnité en cas d'incapacité absolue. Nous la trouvons principalement dans deux motifs d'équité. D'abord il fallait largement indemniser un travailleur, qui désormais impropre à tous travaux, sera dans l'avenir incapable de gagner sa vie et celle de sa famille. Or, l'indemnité de moitié du salaire que M. de Carné proposait au Sénat (1) était insuffisante pour cela. Ensuite, comme le disait M. Boucher dont nous avons déjà rapporté les paroles, la charge qui en résultera pour le chef d'industrie ne sera pas aussi lourde qu'on pourrait le croire, car les incapacités totales permanentes étant fort rares, il n'en résultera jamais qu'une somme relativement faible d'indemnités.

Ces explications préalables données, supposons un ouvrier mineur frappé d'une incapacité totale permanente et ayant droit par conséquent à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel. Comment établir ce salaire ?

L'article 10 de la loi du 9 avril 1898 répond à cette question par une distinction entre le travail continu et le travail non continu.

Dans le premier cas, le salaire de base s'entend, pour l'ouvrier occupé à l'exploitation pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective

(1) *Journal officiel*. Débats parlementaires. Année 1898, p. 301 et s.

qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature. Si l'ouvrier a été occupé moins de douze mois avant l'accident, le salaire s'entendra de la rémunération effective reçue depuis son entrée à la mine, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Dans le second cas, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité, que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

En se servant d'un texte aussi précis, il semble bien que la loi ait voulu entendre, par « rémunération effective », exclusivement ce qui a été attribué à titre de salaire proprement dit pendant les douze mois écoulés avant l'accident. Nous comprenons donc le vœu émis par la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, tendant à ce qu'il ne soit pas tenu compte des périodes de chômage. Soit, par exemple, un ouvrier dont le temps, pendant les douze mois écoulés avant l'accident, peut s'analyser ainsi : 260 jours de travail effectif, 20 jours de maladie, 20 jours de chômage pour blessure ; si les 260 jours lui ont rapporté 1.200 francs, c'est uniquement cette somme de 1.200 francs qui pourra être considérée comme rémunération effective.

Malheureusement, il s'en faut que la jurisprudence la plus récente s'en soit tenue aux termes de la loi qui, selon nous, ne sauraient faire de doute : S'appuyant sur les paroles de M. Thévenet, rapporteur de la Commis-

sion au Sénat, « on ne tient pas compte, disait-il, pour le calcul du salaire annuel, des causes accidentelles qui sont venues interrompre le travail » (1), un certain nombre de tribunaux décident que les journées de chômage provenant de causes indépendantes de la volonté de l'ouvrier, doivent être évaluées et entrer dans le calcul du salaire de base. Un jugement du tribunal civil d'Hazebrouck du 16 mars 1900 est rédigé en ce sens : « Attendu, dit-il, qu'une interprétation littérale de l'article 10 ne saurait être admise en présence des déclarations formelles faites au Sénat par M. Thévenet, il ne faut pas tenir compte lorsqu'on calcule un salaire, des causes accidentelles qui sont venues interrompre le travail et, par conséquent, diminuer le salaire annuel de l'ouvrier (2) ».

Nous ne saurions adhérer à une pareille décision ; si l'on comprenait en effet dans le calcul du salaire des douze mois qui ont précédé l'accident, les causes accidentelles de chômage, il n'y aurait pas de raison pour ne pas y faire rentrer, le froid, les intempéries, les indispositions de courte durée, et alors on arriverait à cette solution bizarre de calculer la rente de l'ouvrier blessé sur une somme de 1200 francs, alors qu'en réalité la « rémunération effective » n'a été que de 500 francs par exemple. Tout au plus approuverions-nous, au nom de l'équité, les Sociétés houillères de

(1) Sénat, séance du 18 mars 1898, *Journ. officiel*, p. 324.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 148.

faire entrer dans le calcul du salaire annuel de l'ouvrier, les périodes de chômage pour blessures, et de compter les sommes que ce dernier aurait touchées s'il avait travaillé pendant ce temps ; mais encore une fois elles n'y sont pas tenues. Sans doute la solution que nous adoptons est à déplorer, surtout si l'on suppose une interruption de travail occasionnée par une maladie dont la nature des travaux commandés est la seule cause, mais nous ne faisons qu'appliquer la loi. *Dura lex, sed lex*, nous ne l'approuvons pas et souhaitons même vivement une réforme sur ce point.

Ce que nous venons de dire des causes accidentelles de chômage s'étend-il à celui qui est occasionné par une grève ? L'ouvrier mineur occupé depuis plus de douze mois à la mine, s'il vient à être victime d'un accident doit-il faire entrer dans le calcul de son salaire les jours où une grève l'a empêché de descendre dans le puits ? La question doit, selon nous, se résoudre par une distinction. D'une part, s'il est prouvé que l'ouvrier est le promoteur de la grève (fait il est vrai très rare en pratique car les meneurs sont difficiles à connaître), nous croyons qu'il n'y a pas lieu de comprendre dans son salaire les jours de chômage qu'il s'est volontairement imposés. Mais si d'autre part l'ouvrier subit la grève plus qu'il ne la provoque, il est plus équitable, à notre avis, de lui tenir compte des jours où il n'a pas travaillé. Que l'on suppose en effet une grève durant sept mois, comme celle des mécaniciens anglais de 1897, si l'on ne fait pas entrer les

jours de grève dans l'évaluation du salaire de base, l'indemnité accordée à l'ouvrier sera dérisoire ! Et cependant il est très possible qu'en fait il ait été mis sans sa faute dans la nécessité de chômer pendant un temps parfois très long. Le tribunal civil de Châlons-sur-Saône est donc allé trop loin en jugeant le 20 mars 1900 que la grève est pour les mineurs une cause de chômage toujours involontaire sans que les Compagnies puissent invoquer qu'il leur était loisible de travailler et que toujours, par conséquent, l'évaluation des journées de grève doit entrer dans le calcul du salaire de base : « Attendu, dit le jugement, que si en droit strict la grève est une suspension volontaire du travail, elle est en fait une cause de chômage anormale et ne peut être assimilée à une absence du chantier imputable au seul caprice de l'ouvrier.

Attendu que le nombre infime des ouvriers descendus dans le puits permet de tenir pour générale la cessation de travail.

Par ces motifs décide : « qu'il faudra compter les jours de grève dans le salaire ». (1)

La cour de Dijon devant laquelle la Compagnie des Mines de Blanz y en appela, rendit le 3 juillet 1900, un arrêt par lequel elle réformait ce que le précédent jugement avait d'excessif. Elle décide fort justement en effet, que la grève peut être une cause de chômage volontaire ou involontaire, et qu'il appartient aux

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 155.

tribunaux de rechercher pour le calcul du salaire de base si les circonstances de la grève auraient permis ou non au mineur de travailler (1).

Que décider maintenant des primes de 25, de 30 o/o même touchées par l'ouvrier mineur en surcroît de son salaire. Faut-il les compter pour l'évaluation du salaire de base ? L'affirmative s'impose, car l'article 10 ne distingue pas ; qui dit « rémunération effective » dit salaire réellement touché par l'ouvrier, or les primes font partie de ce salaire. Ainsi l'a fort bien décidé le tribunal civil de Bourges. « Attendu dit-il dans un jugement en date du 7 mai 1900, que les primes allouées par les règlements généraux de la Compagnie ne sauraient être considérées comme des gratifications ou de pures libéralités ; qu'elles correspondent à un surcroît de travail, de soins ou de zèle dont elles constituent manifestement la rémunération, qu'à ce titre elles doivent être comprises dans le salaire dont elles forment l'élément variable légitimement escompté par l'ouvrier. » (2) Un jugement du tribunal civil de Narbonne (3) du 17 juillet 1900, est aussi dans ce sens. Il n'est donc pas utile d'insister davantage.

Plus importante est la question de savoir si le salaire

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 472.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 315.

(3) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 388.

de base doit comprendre les allocations de charbon, les cotisations à la Caisse Nationale des Retraites ou aux Caisses de Secours, les avantages résultant du loyer payé par l'ouvrier mineur.

Le Comité des Houillères répond que tous ces éléments ne sauraient constituer des « rémunérations effectives », soit en argent, soit en nature. Tel n'est pas notre sentiment, car il y a selon nous des distinctions à faire et c'est pourquoi nous allons étudier séparément chacun de ces points.

Pour le charbon, tout d'abord, nous estimons que les 72 hectolitres « d'escaillage » alloués aux ouvriers du fond, doivent entrer dans ce que la loi appelle les rémunérations en nature, et par suite être comptés dans le calcul du salaire de base. En effet, si ce combustible est sans valeur pour la Compagnie, il en a une très grande pour le mineur, une valeur marchande même puisqu'il le dispense d'acheter celui dont il a besoin. Dans la pensée des mineurs cet escaillage est un salaire complémentaire qu'ils reçoivent en représentation de leur travail. Cela est si vrai, que dans chaque mine un règlement spécifie les distributions de charbon qui seront faites, et en répartit le quantum mensuel en prévision de la saison. Il est vrai qu'il est loisible aux Compagnies d'en disposer autrement, de supprimer même complètement cette partie du salaire, mais tant qu'elles ne l'aurent pas fait le règlement actuellement en vigueur reste la loi des parties. Il y a dans ce sens un jugement du tribunal d'Arras, rendu

le 13 avril 1900 et confirmé par la Cour de Douai, le 29 janvier 1901 (1).

Pour les avantages résultant du loyer, nous inclinons, au contraire, vers la solution opposée, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas être compris dans l'évaluation du salaire annuel. Le logement avec jardin que les Compagnies donnent à leurs ouvriers, ne leur est pas concédé à titre de salaire supplémentaire en vertu d'un règlement, d'un usage quelconque, mais bien en vertu d'un contrat de louage immobilier. De plus, la moitié à peine des ouvriers mineurs réunissent les conditions d'aptitude nécessaires pour obtenir ce logement, et ceux qui ne l'obtiennent pas ne reçoivent aucune compensation supplémentaire bien qu'effectuant le même travail que les ouvriers logés. C'est donc là une faveur et non pas un droit, dès lors il n'y a pas à en tenir compte. La Cour de Douai a jugé dans ce sens le 29 janvier 1901 (2).

Quant aux cotisations aux caisses de secours, la jurisprudence ne s'est pas encore expliqué à leur sujet. Nous croyons que les faire entrer dans le salaire annuel serait exiger pour l'ouvrier un double paiement. Outre qu'on ne saurait les considérer comme une rémunération effective, elles servent à l'ouvrier sous forme de secours. Sans doute elles ne sont que des retenues faites sur son salaire mais ce sont des retenues qui serviront à payer les frais de maladie. Adopter la solution contraire serait leur donner double emploi.

(1) Dalloz, 1901. 3^e partie, p. 275 et 276.

(2) Dalloz, 1901. 2^e partie, p. 276.

SECTION II

INCAPACITÉ PARTIELLE PERMANENTE

A côté de l'accident qui rend l'ouvrier incapable de remplir désormais aucun travail, la loi a prévu celui qui tout en diminuant ses forces lui en laisse cependant suffisamment pour accomplir les travaux de sa profession. L'article 3 de la loi du 9 avril 1898 déclare qu'un tel accident entraîne une incapacité partielle permanente.

Les premiers projets de loi présentés au Sénat et à la Chambre des Députés divisaient ces incapacités en plusieurs catégories et fixaient les indemnités dues pour chacune d'elles. Mais le Parlement repoussa avec raison cette manière de voir, parce que selon le métier exercé par l'ouvrier, un même accident diminue plus ou moins ses forces productives. Il est bien évident, par exemple, que la perte du pouce pour un ouvrier mineur, dont l'occupation consiste à pousser des berlines, n'entraîne pas une grande diminution de sa

force productive, puisque seule la paume de la main lui est nécessaire dans l'accomplissement de ce travail ; la perte du pouce est, au contraire, très importante pour un charretier, puisque cet ouvrier a besoin de tous ses doigts pour maintenir ses chevaux.

Malgré cela, les Sociétés houillères du bassin du Pas-de-Calais ont pensé qu'il serait utile de connaître par avance ce qu'elles auraient à offrir dans chaque cas, à l'ouvrier auquel un accident aura causé une incapacité partielle permanente. Sur leur demande, la Chambre des houillères a dressé un tableau des cas d'incapacité de ce genre, en tenant compte des tarifs déjà établis par les Compagnies d'assurance. Les chiffres qu'elle donne doivent être considérés comme un maximum de la réduction que l'accident aura pu faire subir au salaire de l'ouvrier blessé. Les voici succinctement :

Ankylose d'un membre : réduction d'un tiers, soit 1 franc de rente pour un salaire journalier de 6 francs.

Mutilation de la main droite : également réduction d'un tiers.

Mutilation de la main gauche : réduction d'un quart ou d'un tiers, suivant la gravité.

Fracture d'un membre et ses conséquences : tare résultant de la fraction d'un membre. Exemple : claudication, réduction d'un quart, soit 0 fr. 75 pour un salaire journalier de 6 fr.

Perte d'un œil, réduction d'un sixième, soit 0 fr. 50 pour un salaire journalier de 6 fr.

Perte de doigts, réduction d'un sixième.

Nous nous en tenons à l'indication des cas principaux ; le détail des multiples incapacités partielles, outre qu'il eût été presque impossible à établir, nous aurait entraîné trop loin, et du reste il suffira, dans chaque cas particulier, de se reporter par analogie à l'une des trois catégories précédentes, un tiers, un quart, un sixième.

Les Compagnies d'ailleurs pourront toujours offrir un autre mode de réparation en vertu de l'article 21 de la loi nouvelle, lorsqu'il s'agira de réoccuper un ouvrier ayant obtenu une rente à la suite d'accident.

Naturellement, pareille évaluation ne lie pas les juges qui se basent toujours pour apprécier l'incapacité, sur le certificat médical annexé à la demande.

Après avoir expliqué ce qu'il fallait entendre par incapacité partielle permanente, occupons-nous maintenant de l'indemnité à laquelle elle donne droit. L'article 3 accorde en ce cas à la victime, une rente égale à la moitié de la réduction du salaire. Ici pas plus que pour la rente des deux tiers allouée à la victime d'une incapacité absolue, ce chiffre n'est le résultat du hasard, mais bien une transaction entre le système ancien et le principe du risque professionnel. Son calcul d'ailleurs n'est pas difficile. Soit un ouvrier gagnant 180 francs par mois avant l'accident et qui, par suite de ses blessures, ne touche plus que 100 francs, la rente à lui allouer est égale à 40 francs par mois, somme qui représente la moitié de la réduction que l'accident a fait subir à son salaire.

Mais des complications naissent lorsqu'il s'agit d'un ouvrier travaillant à la tâche et que, malgré son accident, il continue à toucher le même salaire. Les mineurs sont très souvent embauchés à ces conditions; supposons donc qu'un ouvrier mineur, payé à raison de tant par berline remontée au jour, gagnait avant l'accident 6 francs par journée de travail, et qu'après l'accident il gagne encore la même somme, et demandons-nous s'il peut lui être accordé une indemnité?

A cette question, la majorité des Tribunaux et des Cours d'appel répondent par l'affirmative. En admettant même, disent-ils, que l'ouvrier victime d'un accident, puisse accomplir dans la suite le même travail, il est certain qu'il lui faudra pour cela, des efforts plus considérables et des précautions plus grandes, car la blessure entraîne toujours, pour lui, une diminution de force, si minime soit-elle. La loi, ajoutent-ils, ne distingue pas et dès lors qu'il y a incapacité partielle permanente, il y a lieu d'appliquer l'article 3 qui, dans tous les cas, donne droit à une indemnité. Les décisions abondent dans ce sens et nous ne faisons que citer les plus importantes. Cour de Montpellier, 6 avril 1900 (1), Tribunal de la Seine, 26 mars 1900 (2), Tribunal de Lille, 28 décembre 1899 (3).

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des acc. du travail*, III, 443.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des acc. du travail*, II, 124.

(3) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des acc. du travail*, I, 97.

Malgré la presque unanimité des décisions judiciaires en ce sens, nous croyons au contraire que l'article 3 ne s'applique pas dans ce cas, et que ce n'est pas déroger à la loi de 1898 que de refuser à l'ouvrier dont nous nous occupons tout droit à une indemnité. Il ne faut pas perdre de vue, et à notre avis la jurisprudence l'oublie, que la loi de 1898 est une loi d'exception, partant d'interprétation étroite, *exceptio est strictissimæ interpretationis*. Or voyons ce que dit la loi : « Pour l'incapacité partielle permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. » Pas d'ambiguïté possible ni dans les termes ni dans l'esprit d'une telle rédaction. Deux conditions sont nécessaires pour que l'ouvrier ait droit à l'indemnité du paragraphe 2 de l'article 3.

1° Une incapacité partielle permanente ;

2° Une réduction de salaire.

L'ouvrier à la tâche remplit bien la première condition car nous l'avons supposé atteint d'une incapacité partielle permanente, mais il ne remplit pas la seconde car il n'y a pas de réduction de salaire. Les tribunaux chargés de statuer sur pareille affaire avaient bien le premier élément d'appréciation, l'incapacité, mais ils n'avaient pas l'autre, la réduction de salaire.

Nous connaissons l'objection faite alors à notre système. Si le travailleur à qui vous refusez une indemnité, nous dit-on, ne subit pas de réduction de salaire, c'est qu'il est encore apte, malgré son inca-

pacité, à remplir le même genre de travail qu'auparavant, comme par exemple, le mineur chargé de pousser devant lui des berlines et à qui un accident enlève un ou deux doigts; mais vous oubliez qu'il n'en sera pas toujours ainsi. Si en particulier la Compagnie le renvoie du jour au lendemain, comment exercera-t-il un métier qui réclame le parfait état de la main. A cet argument comme à celui qui dit que pour produire le même travail l'ouvrier doit faire de plus grandes dépenses de forces, nous répondons deux choses. La première, c'est que la loi de 1898 prend l'ouvrier au moment où il est attaché à telle ou telle industrie par un contrat de louage de services et qu'elle accorde une indemnité non pas à l'homme mais au travailleur, ce qui n'est pas la même chose. La seconde, c'est que le législateur, en venant rendre le patron responsable de tous les accidents, alors qu'auparavant sa responsabilité était subordonnée à la preuve d'une faute, a fait une loi d'exception. Or, c'est ajouter à la loi que d'accorder une indemnité à l'ouvrier qui, au moment où il formule sa demande n'a pas subi de réduction de salaire, et le juge n'a pas le droit de le faire, même en vertu d'arguments humanitaires. Nous n'appliquerions plus les mêmes principes à l'ouvrier mineur congédié par la Compagnie au lendemain de sa blessure, et qui prouverait dans la suite, en actionnant celle-ci, qu'il ne peut pas, à cause de sa blessure, gagner le taux plein du salaire de sa nouvelle profession. Les deux conditions exigées par la loi se trouveraient alors remplies et

il n'y aurait plus lieu d'écarter l'application de l'article 3. Nous n'avons trouvé que de rares décisions dans notre sens. Le tribunal de Toulon a cependant jugé, le 23 janvier 1900 (1), que pour apprécier s'il y a réduction de salaire et par conséquent incapacité partielle permanente, ainsi que la quotité de cette diminution, les juges doivent considérer non les diverses circonstances qui pourront influencer sur l'incapacité de l'ouvrier, mais uniquement le chiffre de son salaire avant et après l'accident.

La Cour de Nancy, dans une affaire analogue, a rendu un arrêt dont les attendus sont un excellent résumé des explications données jusqu'à présent sur la question : « Attendu, dit-elle, que si l'article 3 de la loi de 1898 accorde une pension à l'ouvrier dans le cas où il est atteint, dans son travail, d'une blessure entraînant une incapacité permanente partielle, c'est à condition que sa capacité professionnelle en sera amoindrie et que cet amoindrissement sera constaté par une réduction de salaire.

» Que cette condition ne se rencontre pas dans l'espèce déclare l'intimé mal fondé dans sa demande. 1^{er} mars 1900 (2) ».

Nous souhaitons vivement que la Cour suprême ait à se prononcer sur la question, malheureusement nous craignons devoir attendre longtemps encore. Les tri-

(1) Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Jurispr. des acc. du travail*, I, 152.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, II, 148.

bunaux de première instance, en effet, rédigent toujours leur jugement en fait, et si les Compagnies vont en appel, la Cour les déboute toujours de leur demande, en déclarant que le tribunal était mieux placé pour apprécier les faits : « Attendu que déterminer la réduction de salaire est une simple question de fait a jugé par exemple la Cour de Montpellier le 6 avril 1900 (1) ».

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurisp. des accidents du travail*, III, 443.

SECTION III

INCAPACITÉ TEMPORAIRE

On donne le nom d'incapacités temporaires à celles qui sont la suite d'accidents n'entraînant que des « contusions légères », comme les appelaient les règlements des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais que nous avons examinés dans notre chapitre premier. L'ouvrier qui en est victime, ne subit de leur chef, aucune diminution de ses forces productives, il est seulement dans l'impossibilité de travailler pendant un temps plus ou moins long. C'est le cas le plus fréquent et, doit à ce titre, attirer tout particulièrement notre attention.

Voyons d'abord la durée, soit minima, soit maxima, des incapacités temporaires.

Un premier point, sur lequel il nous paraît difficile de discuter, c'est que la loi ne traite comme incapacités temporaires que celles ayant duré plus de quatre jours. Si donc l'ouvrier reprend son travail après deux

ou trois jours d'absence, il ne peut selon nous, exiger du patron aucune réparation. En effet, aux termes de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, « les ouvriers victimes d'accidents ne peuvent se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi ». Si donc un ouvrier a chômé moins de quatre jours du fait d'une blessure, il n'a droit et ne peut obtenir aucune indemnité, puisque l'article 3 décide que le droit à l'indemnité temporaire ne commence à courir qu'« à partir du cinquième jour » qui a suivi l'accident. Antérieurement à la loi de 1898, il n'existait pas de loi en matière d'accidents du travail ; seuls, les principes généraux du droit étaient applicables, et l'ouvrier, s'il faisait la preuve de la faute du patron, obtenait une indemnité, en admettant même que l'incapacité de travail n'ait duré qu'un jour. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même : il y a une loi sur les accidents, et la combinaison de ses articles 2 et 3 interdit tout recours à l'ouvrier dont l'incapacité, par suite de blessure, n'a pas duré quatre jours. Ce dernier serait donc mal fondé en réclamant l'application de l'article 1382 du Code civil pour le cas où son incapacité n'aurait duré que deux ou trois jours. Et spécialement en ce qui concerne les mines, il faut remarquer qu'un tel ouvrier ne pourrait pas s'adresser aux Compagnies en vertu du règlement d'ordre intérieur qu'elles s'étaient bénévolement imposé dans le Nord et le Pas-de-Calais lors de la transformation des anciennes caisses de secours. En effet, ce règlement, créé pour une période

d'attente et afin de suppléer à la loi sur les accidents alors en préparation devant les Chambres, est frappé de caducité pour des accidents survenus depuis la promulgation de la loi dont il était le précurseur.

L'ouvrier, dont l'incapacité n'a pas duré quatre jours, pourrait-il enfin s'adresser aux institutions de prévoyance qui existaient autrefois dans les mines, ou aux sociétés de secours mutuels qui y sont établies conformément au titre III de la loi du 29 juin 1894 ? Nous ne le croyons pas, car les premières ont cessé d'exister ; elles ont été transformées, on le sait, lors de la mise en application de la loi du 29 juin 1894 et des diverses obligations qui leur incombait, une seule leur est restée : celle d'assurer dans l'avenir, à l'exclusion de tout autre, le service des pensions acquises et en cours d'acquisition au moment de leur transformation. Quant aux secondes, les articles 7 et 8 de la loi de 1894, après avoir fixé la nature des objets auxquels les ressources de ces sociétés doivent et peuvent être affectées, spécifient que seuls pourront en bénéficier les membres participants que la maladie ou des infirmités (autres que des blessures) empêcheraient de travailler, et les statuts des sociétés de secours mutuels excluent de tout droit aux secours ou indemnités les ouvriers considérés comme blessés par la Compagnie.

Nous estimons donc que l'indemnité accordée par la loi, dont nous dirons bientôt le *quantum*, ne part que du cinquième jour de l'accident, y compris les dimanches et jours fériés. C'est même sur ce point qu'ont

porté principalement les revendications des mineurs au congrès tenu à Denain, le 24 septembre 1899. M. Lernoult y fit adopter la mention suivante :

« Le congrès national des mineurs considérant qu'il est injuste de ne pas payer les quatre premiers jours d'indemnité aux victimes des accidents ;

» Considérant que les derniers alinéas de l'article 3 de la loi de 1898 doivent être plutôt une disposition conditionnelle,

» Demande que lorsque l'incapacité a duré plus de quatre jours, l'indemnité soit accordée à partir du premier jour. »

Le législateur n'a pas cru devoir faire droit à ces prétentions ; et en l'absence d'une nouvelle disposition législative, il ne peut y avoir de doute. L'indemnité ne doit être accordée qu'à partir du cinquième jour.

Pour la durée maxima de l'incapacité temporaire, la loi n'a fixé aucun délai ; elle restera telle jusqu'à la complète guérison de la victime, ou jusqu'au jugement qui déclarera que l'on se trouve en présence d'une incapacité permanente.

Passons maintenant à l'étude de l'indemnité due en pareil cas. Pas de difficulté pour la fixation de son taux. Notre article 3 est suffisamment explicite quand il dit que « l'incapacité temporaire donne droit à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident. » Mais des complications naissent quand il s'agit d'établir le salaire dont la moitié égalera l'indemnité, et surtout quand il s'agit

de savoir si les dimanches et jours fériés sont compris dans les mots « indemnité journalière ».

Plusieurs systèmes sont possibles pour l'établissement du salaire de base.

On peut d'abord, comme le voulait le projet de loi voté par le Sénat en dernière délibération le 20 mai 1890, considérer le salaire quotidien moyen en calculant le salaire touché effectivement pendant les douze mois écoulés avant l'accident, et diviser le total par 365.

On peut aussi considérer le total des salaires touchés pendant les trente derniers jours avant l'accident quelque soit pendant ce temps le nombre des jours de travail. Mais l'injustice de ce système saute aux yeux ; que l'on suppose en effet un ouvrier malade ayant peu travaillé pendant les trente jours qui ont précédé l'accident, l'indemnité à lui allouer en calculant de cette manière sera nécessairement dérisoire et le but de la loi ne serait pas rempli. C'est pourquoi le système qui tient compte des trente jours de travail et non plus des trente jours quelconques nous paraît préférable. Quoi qu'il en soit la Commission des Houillères de notre région propose comme salaire de base celui de la dernière quinzaine touchée. Il faut donc, d'après elle, pour connaître le salaire journalier, diviser le montant de cette quinzaine par le nombre de jours de travail de l'ouvrier, c'est-à-dire par le nombre de descentes en ce qui concerne les ouvriers du fond. Cette prétention nous paraît fondée et con-

forme à l'opinion de la jurisprudence qui décide que le salaire sur lequel est calculée l'indemnité journalière est le salaire effectivement payé à l'ouvrier le jour de l'accident (Justice de paix de Saint-Étienne, 27 octobre 1899 (1); Justice de paix de Paris, XVII^e arrondissement, 28 mars 1902). (2)

Quant à l'ouvrier travaillant à la tâche, les Compagnies demandent de baser son indemnité journalière sur la moyenne de la dernière quinzaine. On trouve dans ce sens un jugement du tribunal civil de Chalon-sur-Saône, du 13 mars 1900 (3), et un arrêt de la Cour de Dijon, du 13 juin (4) de la même année.

Et maintenant les Compagnies devront-elles payer le demi-salaire les dimanches et jours fériés ? La jurisprudence et de nombreux auteurs répondent par l'affirmative. A côté des innombrables décisions de juges de paix sur la matière, il y a dans ce sens un arrêt de la Cour de Cassation, du 27 mars 1901 (5). Une note de M. Louis Sarrut parue sous cet arrêt, résume parfaitement les arguments de la Cour. Ils se ramènent à trois principaux :

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, II, 4.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, II, 39.

(3) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, III, 141.

(4) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, III, 462.

(5) Dalloz, 1901, 1^{re} partie, p. 162.

1° Le texte de la loi qui parle d'indemnité journalière est suffisamment clair. « Journalière » est ici synonyme de quotidienne, et par conséquent il n'y a pas de distinction à faire entre les dimanches et jours fériés d'une part et les jours ordinaires d'autre part.

2° L'esprit de la loi aussi est dans ce sens. L'indemnité temporaire n'est pas une représentation des salaires, mais une mesure de réparation à la charge du patron, permettant à l'ouvrier, en attendant sa guérison ou la décision définitive sur l'incapacité, de subvenir à ses besoins.

3° La cour invoque enfin les circulaires des ministres du commerce et de la justice disant, qu'à partir du cinquième jour, l'indemnité est due aussi bien pour les dimanches et jours fériés que pour tous les autres jours.

Nous ne saurions trop encourager les Sociétés houillères à se pourvoir contre de telles décisions. La Cour de Cassation reviendra peut-être alors sur sa jurisprudence. Mais, avant de réfuter les arguments que nous venons d'énumérer, nous croyons devoir aller au devant d'une objection qu'on pourrait être tenté de faire, touchant la recevabilité d'un pareil pourvoi. L'article 15 de la loi du 24 mai 1838 porte, nous dira-t-on peut être, que les jugements des juges de paix ne pourront être attaqués par la voie du recours en Cassation, que pour excès de pouvoir. Or, l'article 15 de la loi de 1898 dispose que les contestations relatives aux frais funéraires et aux indemnités

temporaires, sont jugées en dernier ressort, par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit. Nous répondons, qu'une sentence condamnant une Société houillère à payer l'indemnité journalière, les dimanches et jours fériés, constitue certainement un excès de pouvoir aux termes mêmes de la jurisprudence de la Cour de Cassation. Le juge de paix qui rend une telle sentence ajoute à la loi puisqu'il élève le chiffre de l'indemnité fixé d'une manière restrictive par le législateur. Il empiète sur le pouvoir législatif. Or, la Cour de cassation décide qu'il y a lieu à recours pour excès de pouvoir lorsque le juge de paix, dépassant le cercle de ses attributions judiciaires, empiète sur celles des pouvoirs législatif, exécutif ou administratif. Cassation, 26 avril 1893 (1), et 9 juillet 1894 (2). Aussi la Chambre civile après avoir, le 29 janvier 1901 (3), déclaré non recevable un pourvoi formé dans ces conditions, est-elle revenue sur sa propre jurisprudence le 27 mars 1901, dans un arrêt que nous connaissons déjà et qui, à notre avis interprète mal la loi en décidant que l'indemnité temporaire doit être payée les dimanches et jours fériés. Les arguments énumérés plus haut nous paraissent en effet réfutables sur le terrain même choisi par nos adversaires.

Tout d'abord les circulaires des ministres du Commerce et de l'Industrie ne peuvent pas lier la Cour de

(1) Dalloz, 1893. 1^{re} partie, p. 162.

(2) Dalloz, 1894. 1^{re} partie, p. 512.

(3) *Pandectes françaises*, 1901, p. 157.

cassation qui n'a qu'à se préoccuper du texte et de l'esprit de la loi de 1898. L'article 1382 du Code civil oblige à prouver la faute cause du préjudice, mais notre introduction a rappelé les difficultés que rencontrait l'ouvrier en pareille matière. Le législateur dut intervenir en sa faveur et il le fit en lui accordant une indemnité sans qu'il ait à justifier la faute du patron. Par une juste compensation l'indemnité ainsi accordée est réduite de la moitié du salaire dont la victime est privée par l'accident. Afin d'éviter tout conflit, et dans l'intérêt de l'équité, le législateur partageait la responsabilité en faisant supporter le préjudice moitié par l'ouvrier et moitié par le patron. Déjà, nous le savons, la jurisprudence s'était engagée dans cette voie en ce qui concerne l'évaluation des dommages-intérêts. (Cassation, 29 mars 1886 (1), 16 novembre 1884) (2). Or, c'est cette idée qu'exprime très nettement la nouvelle loi sur le risque professionnel, lorsque, dans son article 3, elle détermine la rente due à l'ouvrier pour incapacité partielle permanente et l'évalue à la moitié de la réduction de salaire. Partage du préjudice, telle est la règle posée ; et ce préjudice n'est pas autre chose que l'impossibilité de travailler pendant les journées consacrées d'ordinaire au travail. Donc, l'indemnité doit être égale à ce préjudice et non le dépasser (article 1149 du Code civil). Aussi, comme

(1) Sirey, 1886, 1^{re} partie, p. 428.

(2) Sirey, 1885, 1^{re} partie, p. 129.

on le dit souvent, l'indemnité de la nouvelle loi est transactionnelle et forfaitaire. Tous les arrêts sur la matière nous objectent, il est vrai, que l'indemnité ne représente pas la continuation du salaire, mais une réparation, une subvention. Il n'y a là qu'une querelle de mots : réparation ou subvention sont toujours fixées d'après le salaire perdu ou réduit. L'indemnité qui représente le salaire réduit ou le préjudice ne peut donc comprendre que les jours ouvrables.

Si, après avoir examiné l'économie de la loi du 9 avril 1898, nous en venons à rechercher le sens qu'a, dans l'article 3, l'expression « indemnité journalière », nous voyons également qu'elle ne peut s'appliquer qu'aux jours ouvrables. La jurisprudence, la Cour de cassation en tête, traduit cette expression par celle-ci : « indemnité quotidienne ». C'est changer arbitrairement le texte. Le législateur a parlé d'indemnité journalière parce qu'elle se réfère précisément aux journées de travail. Le texte de la loi concorde donc parfaitement avec l'intention qu'a eue le législateur de partager le préjudice résultant de la privation de travail. D'ailleurs le système de la jurisprudence présente une contradiction flagrante ; elle reconnaît que pour fixer le taux du salaire il faut prendre comme base le salaire moyen de la dernière quinzaine en ce qui touche tout au moins les ouvriers mineurs. Or ce salaire moyen comment le fixe-t-elle. Uniquement d'après les salaires réels sans tenir compte par conséquent des dimanches et jours fériés. L'article 3

dit en effet que l'indemnité sera la moitié du salaire « touché » au moment de l'accident. Du mot « touché » il faut conclure qu'on n'a à tenir compte que du salaire réel, c'est-à-dire du salaire réellement payé on dû. Si pour la période antérieure à l'accident on déduit les dimanches et jours fériés, comment admettre une supputation différente pour la période qui lui est postérieure. Il est vrai sans doute que dans le délai de quatre jours on comprend les dimanches et jours fériés. Mais dans quel but a-t-on fixé ce délai ? Simple-ment pour savoir s'il y a accident sérieux ; c'est un délai d'observation dans lequel doivent évidemment entrer en compte tous les jours quels qu'ils soient.

Dira-t-on que si l'on déduit les dimanches et jours fériés on ouvre la porte à une foule de difficultés de contestations ? Cette objection ne saurait porter. Il est à remarquer en effet qu'il faut toujours faire cette déduction pour calculer le salaire annuel servant de base à la rente due en cas d'incapacité permanente, le salaire annuel n'étant pas le salaire d'une journée de travail multipliée par 365. C'est simplement le total de toutes les journées de travail de l'année à moins qu'il ne s'agisse d'un traitement annuel. Dans ces conditions, il faut faire la même déduction lorsqu'il s'agit de rechercher le salaire moyen de la dernière quinzaine touché ou dû au moment de l'accident.

Enfin si nous examinons les conséquences du système consacré par la jurisprudence, nous constatons qu'il aboutit à une inégalité frappante entre les

ouvriers, contrairement à ce qu'a voulu le législateur. Ceux qui ne travaillaient pas avant l'accident les dimanches et jours fériés recevront la même indemnité que les ouvriers qui travaillaient ces jours-là, quoique assurément les premiers éprouvent un préjudice moindre que les autres. D'autre part, en condamnant le patron qui ne fait pas travailler de tels jours à payer la même indemnité que ceux qui font travailler le dimanche et les jours de fête, on traite évidemment plus rigoureusement les premiers que les seconds. En sorte que le système que nous combattons, contraire à l'esprit de la loi, contraire à son texte, arrive à créer la plus fâcheuse inégalité soit entre les ouvriers, soit entre les patrons. C'est pourquoi nous espérons que la Cour de cassation reviendra bientôt sur sa jurisprudence, suivant en cela l'exemple de quelques tribunaux fidèles observateurs de la loi. Tribunal civil de Vienne, 1^{er} février 1900 (1) ; Tribunal civil de Tarascon, 23 février 1900 (2) ; Tribunal civil de Saint-Dié, 27 juillet 1900 (3) ; Tribunal civil de Bar-le-Duc, 1^{er} avril 1900 (4).

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, II, 54.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, III, 118.

(3) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, III, 405.

(4) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, III, 410.

SECTION IV

POINTS COMMUNS AUX DIVERSES INDEMNITÉS PRÉVUES PAR L'ARTICLE 3

De l'étude que nous venons de faire, il résulte qu'à chaque incapacité correspond une indemnité différente dont l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 fixe le quantum. Mais tout n'est pas dit sur la matière, car le taux de ces indemnités peut varier :

1° Si le salaire annuel de l'ouvrier blessé dépasse 2.400 francs ;

2° Si l'on peut imputer une faute inexcusable, soit au patron, soit à l'ouvrier ;

3° Si l'ouvrier victime de l'accident est âgé de moins de 16 ans.

Nous allons examiner successivement chacun de ces points :

Sur le premier, l'article 2 est suffisamment clair, et nous n'aurons pas à y insister longtemps. Les ouvriers dont le salaire annuel excède 2.400 francs, dit cet article qui vient de recevoir une nouvelle rédaction

avec la loi du 22 mars 1902, ne bénéficient des dispositions de la présente loi que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes (ou indemnités) (1) stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. L'ancienne rédaction portait « quant au chiffre de la quotité », la nouvelle loi a voulu dissiper tout équivoque en indiquant une fois pour toutes que l'indemnité du quart était un minimum. Le seul point délicat sous l'empire de la loi de 1898 concernait le mode de calcul à employer pour rechercher si le salaire dépassait ou non la limite légale de 2.400 francs. La question se résolvait pour les ouvriers mineurs par une distinction. S'agissait-il d'une incapacité permanente totale ou partielle ? On se conformait aux règles de l'article 10 que nous avons déjà étudiées pour le calcul des rentes dues en pareil cas. S'agissait-il d'incapacités temporaires on prenait pour base le salaire de la dernière quinzaine touchée et alors le maximum de salaire journalier qui correspondait à 2.400 francs par an en comptant 300 jours de travail, étant de huit francs, le mineur qui gagnait une journée supérieure ne pouvait faire intervenir que pour un quart la partie de son salaire dépassant huit francs dans le calcul de son indemnité journalière. Ainsi pour un ouvrier gagnant 10 francs par jour l'indemnité temporaire était de 4 fr. 25.

La loi de 1902 n'a rien changé pour les incapacités

(1) Ces mots ont été supprimés par la loi du 22 mars 1902.

permanentes, mais en supprimant dans la rédaction de l'article 2 les mots (ou indemnités) elle est venue décider qu'en cas d'incapacité temporaire la victime recevrait toujours le demi-salaire, si élevé que fût le salaire. Le mode de calcul employé par les Compagnies était d'ailleurs très critiquable. Il était en effet contraire à la loi et à la jurisprudence. A la loi qui dit dans son article 10 que le salaire de base s'entend de la rémunération effective pendant « douze mois », à la jurisprudence qui compte même les dimanches et jours fériés.

Passons maintenant à la faute inexcusable et voyons l'influence qu'elle peut exercer sur le taux des indemnités accordées par la loi.

Nous tenons en premier lieu à relever une erreur malheureusement fréquente qui consiste à confondre la faute inexcusable avec l'accident intentionnel. Il y a faute inexcusable, dit-on, lorsque l'ouvrier s'est fait blesser volontairement dans le but d'obtenir une indemnité, ou lorsque le patron a sciemment donné un ordre dont l'exécution devait être fatale à l'ouvrier. Cette manière de voir n'est pas exacte. La faute inexcusable consiste non pas dans la volonté, l'intention appliquée à l'accident, mais bien à l'imprudence, à la négligence, qui l'a volontairement occasionné. La question n'est du reste pas dépourvue d'intérêt, l'accident intentionnel et la faute inexcusable n'ayant pas les mêmes conséquences, comme nous le verrons dans la suite.

La faute inexcusable ne doit pas être confondue non plus avec la faute lourde, c'est quelque chose de plus. Le critérium de la distinction n'est pas facile à établir, et les juges du fond seront souverains appréciateurs du fait. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la faute lourde, contrairement à la faute inexcusable, n'implique pas la volonté, la réflexion avant l'action. Ainsi pour nous servir d'un exemple se rapportant à notre sujet et cité par M. Loubat dans son *Traité sur le Risque professionnel* (1), le maître mineur qui arrête le ventilateur de la mine par suite d'une fausse appréciation des ordres qu'il a reçus commet une faute lourde, mais s'il l'arrête de sa propre autorité comme dans la catastrophe du puits de la manufacture à Saint-Étienne, il se rend coupable d'une faute inexcusable car ce n'est qu'après mûre réflexion qu'il a pris une décision aussi dangereuse. De même le mineur qui travaille dans une mine où il y a du grisou, sait que la moindre imprudence peut lui être fatale, si, contrairement aux ordres reçus, il ouvre sa lampe, la faute qu'il commet n'est pas excusable.

La différence entre les deux fautes apparaîtra aussi distinctement si nous envisageons non plus l'ouvrier mais le patron. Par exemple, si le câble qui descend les berlines au fond vient à se rompre, et qu'il fait plusieurs victimes, les ayant-droits à l'indemnité pourront-ils invoquer la faute inexcusable de la Com-

(1) *Traité sur le Risque professionnel*, 1900, p. 283.

pagnie ? Cela dépendra des circonstances. Si, malgré les observations des ouvriers, malgré les avertissements du chef mécanicien, la Compagnie a refusé de changer le câble, sa volonté de conserver un matériel hors d'usage apparaît clairement et sa faute est inexcusable ; au contraire s'il n'y a qu'une simple négligence à lui reprocher, si à son insu le câble n'a pas été essayé auparavant avec le poids d'usage, il y a seulement faute lourde et l'article 20 de notre loi ne s'applique pas.

Nous avons choisi les exemples les plus favorables à la notion de la faute inexcusable, mais, en nous inspirant de la jurisprudence, nous aurions pu en citer beaucoup d'autres. Nous aurions pu notamment montrer que la désobéissance aux ordres formels du patron et du contremaître, l'état d'ivresse constituant pour la victime une faute inexcusable, mais ici encore, il aurait fallu se demander s'il y a eu réflexion, la volonté ferme de violer les prescriptions reçues.

Recherchons maintenant les effets de la faute inexcusable.

L'article 20 de la loi du 9 avril 1898 répond : « Le Tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre premier.

» Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que le total des rentes allouées puisse dépasser

soit la réduction, soit le montant du salaire annuel ».

Des termes de cet article, il résulte clairement que la faute inexcusable ne peut être invoquée qu'en cas de mort ou d'incapacité permanente, soit partielle, soit totale. Les termes « pension et rente » dont se sert la loi ne sauraient s'appliquer à l'indemnité journalière que touche la victime d'une incapacité temporaire. Du reste, les travaux parlementaires sont fermes dans ce sens. M. Ricard, en 1893, disait devant la Chambre : « que la faute lourde ne pouvait influer sur l'indemnité, lorsqu'il s'agissait d'une incapacité de travail très courte. Les blessures de cette catégorie doivent être réparées intégralement, et cette réparation entre dans les frais généraux de l'industrie » (1). M. Ricard appuyait cette manière de voir sur des idées d'humanité et de justice.

Il est bien entendu que seuls les parents de l'ouvrier décédé, ou l'ouvrier lui-même, s'il survit, peuvent invoquer ou se voir opposer la faute inexcusable. Envisageons donc cette dernière tant du côté du patron que, du côté de l'ouvrier et demandons-nous les effets qu'elle produit sur l'indemnité de l'article 3.

Si l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, le tribunal peut « diminuer » l'indemnité fixée aux deux tiers du salaire annuel en cas d'incapacité totale et à la moitié de la réduction de salaire en cas d'incapacité partielle. Donc le risque professionnel existe toujours, le patron restant responsable en prin-

(1) Ch. des Députés. *Journal officiel*, année 1893, p. 1655.

cipe, sauf à payer une indemnité restreinte. Et il faut remarquer que le tribunal peut réduire cette indemnité à un franc, de sorte que le risque de l'employeur est à peu près nul, mais il n'appartient pas au juge de le supprimer.

Cette disposition de la loi est loin d'être équitable ; il est en effet contraire à l'équité de faire payer une indemnité à l'employeur alors qu'il est prouvé en fait que l'accident est arrivé par la faute « volontaire et réfléchie » de son ouvrier. Bien plus elle est contraire aux principes généraux du droit qui disent que l'on n'est responsable que du dommage causé par sa faute. La loi de 1898 en déclarant le patron toujours responsable en principe, le suppose en faute ; s'il vient à prouver que l'accident n'est arrivé que par la faute inexcusable de son ouvrier, on ne voit pas pourquoi elle le force à payer encore une indemnité, si minime soit-elle.

Et maintenant si l'on se demande les raisons qui ont pu déterminer le législateur à entrer dans cette voie, on trouve qu'il a voulu établir une balance à peu près exacte entre les conséquences de la faute inexcusable du patron et de celle de l'ouvrier. Comme en cas où c'est le premier qui est en faute, l'indemnité accordée à l'ouvrier a un maximum « la réduction ou le montant du salaire annuel » il a pensé qu'en cas de faute inexcusable du second, un minimum s'imposait. Nous croyons qu'il s'est trompé et souhaitons vivement une réforme ; mais en attendant le texte de l'article 20

déjà cité est formel et il n'est pas permis d'y déroger.

Mais alors on peut se demander si le patron supportera les dépens ? Comme l'ouvrier a de par la loi le bénéfice de l'assistance judiciaire, il ne manquera pas d'actionner le patron, même en cas d'accident provoqué par sa faute inexcusable. Devra-t-on appliquer cette règle de droit commun que « la partie qui succombe est condamnée aux dépens », règle fort onéreuse pour un patron obligé de payer une indemnité insignifiante. Nous croyons trouver dans les principes généraux la solution de cette importante question.

Les juges ont en effet toujours le pouvoir de partager les dépens entre les parties, et ils peuvent les mettre à la charge de celle qui a gagné sur un point et perdu sur l'autre. Si donc un ouvrier obtient comme indemnité le strict minimum, on ne voit pas pourquoi le tribunal chargé de l'affaire ne le condamnerait pas aux dépens. Cette solution est d'ailleurs conforme à celle que M. Ricard, garde des sceaux, présentait au Sénat, le 25 novembre 1895 (1) : « Vous savez, disait-il, qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, quand on est condamné à payer 1 franc d'indemnité, cela n'entraîne pas la condamnation aux dépens, »

Nous avons supposé jusqu'à présent que l'ouvrier blessé avait été la seule victime de sa faute inexcusable ; mais si l'on admet l'hypothèse d'un accident ayant fait plusieurs victimes, l'ouvrier fautif peut-il être actionné

(1) *Journal officiel*, année 1895, p. 954.

par les autres ? Évidemment non. La loi de 1898 ne régit pas les rapports des ouvriers entre eux, mais bien ceux des patrons et des ouvriers liés par un contrat de louage. Il est donc impossible d'étendre une loi d'exception à un cas qu'elle n'a pas prévu, bien plus, qu'elle n'a pas voulu prévoir. Se rejettera-t-on sur le droit commun pour accorder l'action de l'article 1382 à ceux qui n'ont été blessés que par la faute inexcusable d'un de leurs camarades. Pas davantage, car si l'article 7 accorde cette action contre les auteurs de l'accident en général, il a soin de faire une exception pour le « patron, ses ouvriers ou ses préposés ». L'accident causé par la faute inexcusable d'un ouvrier est donc un risque inhérent à l'exercice de l'industrie et doit à ce titre être compris dans le risque professionnel. Toutes les victimes seront indemnisées, conformément à l'article 3. Le coupable a droit à une indemnité restreinte, c'est justice, mais c'est justice aussi que sa faute ne retombe pas sur les autres, c'est pourquoi ils toucheront intégralement l'indemnité à laquelle le genre d'incapacité entraînée par l'accident leur donne droit. Les décisions judiciaires sur la matière sont rares, et cela n'a rien d'étonnant. Les patrons en effet, invoquent très rarement la faute inexcusable de l'ouvrier, car conformément au principe « *Actori incumbit probatio* », s'ils veulent l'invoquer, ils doivent l'établir. Or, les mêmes inconvénients que nous avons signalés dans notre introduction et, qui rendaient difficile, pour

ne pas dire impossible, la réglementation des accidents du travail par les articles 1382 et suivants du Code civil, se retrouvent ici. En un mot, la difficulté de la preuve est la seule raison d'être de cet état de choses.

Cette difficulté ne se rencontre pas lorsqu'il s'agit de la faute inexcusable du patron. Les ouvriers sont toujours solidaires les uns des autres, et les témoins ne manquent pas à la victime d'un accident, qui veut l'établir. L'intérêt qu'elle peut y avoir est considérable. La faute inexcusable du patron, si elle est prouvée, permet en effet au tribunal d'augmenter l'indemnité de l'article 3 dans de grandes proportions. La loi a fixé le maximum que cette dernière peut atteindre; elle ne peut jamais dépasser le montant du salaire en cas de mort ou d'incapacité totale permanente, ou la réduction de salaire en cas d'incapacité permanente partielle. Ainsi la rente des deux tiers du salaire pourra être élevée jusqu'au salaire lui-même, la rente du quart du salaire en cas de diminution de moitié de la capacité de travail pourra être élevée jusqu'à la moitié. Mais ici encore il ne faut pas perdre de vue qu'un accident dû à la faute inexcusable du patron est un accident compris dans le risque professionnel; le législateur n'a pas voulu, dans ce cas, surcharger de plein droit l'industrie de grosses indemnités; le juge doit donc conserver sa pleine liberté d'appréciation et n'accorder le maximum qu'en cas de faute véritablement flagrante, réellement impardonnable.

Qu'arrivera-t-il maintenant s'il y a non plus faute

inexcusable, mais dol ; c'est-à-dire en cas d'accident provoqué intentionnellement soit par le patron soit par l'ouvrier ? En ce qui concerne l'ouvrier pas de difficulté ; l'article 20 s'explique nettement sur ce point et déclare : « Qu'aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident ». Mais pour le patron la loi ne s'explique pas et cela se comprend, un pareil cas étant nécessairement très rare.

En tout cas la solution de la question se trouve suivant nous, dans les principes généraux du droit. Comme le risque professionnel n'est pas en jeu, il faut avoir recours au droit commun. Les juges appliqueront donc l'article 1382 du Code civil et condamneront en pareil cas le patron à la réparation intégrale du préjudice causé, sans préjudice d'ailleurs des condamnations pénales qui pourraient s'ensuivre contre lui sous l'inculpation d'homicide ou de coups et blessures.

Du reste ce n'est pas là le seul cas où l'article 1382 reprenne son empire, et l'on peut poser en principe que toutes les fois qu'un tiers étranger à l'entreprise est la cause d'un accident, l'ouvrier a contre lui l'action de droit commun qui permet de demander à autrui réparation du préjudice causé. L'article 7 de la loi de 1898, récemment modifié par la loi du 22 mars 1902, déclare même que « l'indemnité ainsi allouée à l'ouvrier exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge. » Mais sous l'empire de la loi de 1898, une difficulté naissait en

pareil cas. Le tiers poursuivi et condamné payait un capital, de son côté, le patron ne devait qu'une rente ; pour établir le reliquat à payer par ce dernier, il fallait donc soustraire un capital d'une rente, opération particulièrement difficile. C'est pourquoi la loi récente de 1902 a décidé que le tiers se libérerait en rentes et qu'à titre de garantie contre son insolvabilité possible, il devrait en assurer le service par une capitalisation versée à la Caisse nationale des retraites. Mais si, laissant de côté le motif d'une telle modification, nous en examinons les conséquences juridiques, nous trouvons qu'elle n'est pas sans influence sur la théorie générale de la responsabilité. D'une part, en effet, en déclarant que le tiers actionné par l'ouvrier se libérera en rentes, le législateur apporte une remarquable exception à ce principe, admis jusqu'à présent dans notre droit, que les dommages-intérêts consistent dans un capital versé à la personne lésée. D'autre part, en mettant sur le même pied le tiers et le patron, puisqu'elle les condamne tous deux à une rente, la loi de 1902 n'est-elle pas le point de départ d'une conception nouvelle de la théorie de la responsabilité de droit commun : en devenant forfaitaire, elle aurait désormais pour fondement cette idée, que chacun est responsable du dommage qu'il cause, indépendamment de toute faute, et par ce fait seul qu'il existe. Le risque que M. Saleilles a appelé « le risque de l'activité » (1),

(1) SALEILLES. *Les accidents du travail et la responsabilité civile* (1900).

se trouverait dès lors légalement consacré. Pour nous, nous estimons que cette assimilation du patron et des tiers auteurs d'accidents en ce qui concerne le paiement d'une rente, va être pour la jurisprudence l'occasion de se lancer dans une voie nouvelle.

L'indemnité, avons-nous dit, peut enfin varier si la victime est âgée de moins de seize ans. L'article 3 de la loi de 1898, qui traite cette question décide que « le salaire, servant de base à la fixation de l'indemnité due à l'ouvrier âgé de moins de 16 ans ou à l'apprenti victime d'un accident, ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise ».

La raison de cette disposition spéciale saute aux yeux, le salaire de tels travailleurs étant nécessairement minime, faisant même parfois totalement défaut à certains apprentis. Dans ce cas, l'indemnité forfaitaire de l'article 3 aurait été insignifiante et c'est pourquoi le législateur a proposé comme salaire de base le salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie. Par ouvriers « valides » il faut entendre naturellement ceux qui sont âgés de plus de 16 ans, et par « la même catégorie » ceux qui font partie de la même équipe. Mais la loi a prévu un cas qui, dans la pratique, devait nécessairement se présenter. Il s'agit de l'incapacité temporaire ; l'article 3 fixe en effet dans ce cas l'indemnité à la moitié du salaire payé au jour de l'accident, or, comme les ouvriers mineurs de la même catégorie ont parfois un salaire de beaucoup

supérieur à celui de l'ouvrier âgé de moins de 16 ans, il aurait très bien pu arriver que ce dernier vienne à toucher une indemnité égale et même supérieure à son salaire. C'est pourquoi l'article 8 décide en ce qui les concerne que l'indemnité allouée ne pourra être supérieure au salaire. Inutile de dire que cette disposition ne peut s'appliquer aux apprentis, qui souvent ne touchent aucun salaire et pour lesquels, par conséquent cette complication n'est pas à craindre.

La Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a émis, après de longues discussions sur l'article 8, une série de vœux que nous croyons devoir faire connaître.

D'après elle, le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité à allouer à l'ouvrier âgé de moins de 16 ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne doit pas être inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de 16 à 17 ans travaillant à la même Compagnie. Cette manière de voir est peut-être plus équitable, mais elle n'est pas conforme au texte de la loi, qui envisage, non pas les ouvriers de l'entreprise d'une manière générale, mais plus spécialement les ouvriers de la même catégorie.

S'il s'agit de rentes, la Chambre des Houillères propose de prendre comme base le salaire le plus bas de l'ouvrier valide ayant 17 ans au moment de l'accident. Il est, en effet, nécessaire de se baser sur le salaire d'un ouvrier ayant 16 ans au début de la période à envisager.

Quant aux indemnités temporaires, il faudra s'en

référer au salaire le plus bas de l'ouvrier ayant 16 ans au commencement de la quinzaine prise pour base.

Alors, suivant que l'ouvrier âgé de moins de 16 ans ou l'apprenti aura été victime d'un accident tandis qu'il était occupé aux travaux du fond, du jour, ou à l'atelier, on choisira comme terme de comparaison, pour établir sa rente ou son indemnité, le salaire le plus bas d'un ouvrier de 16 à 17 ans travaillant au jour, au fond ou à l'atelier.

Tout étant dit sur le quantum de l'indemnité, il nous reste à fixer son point de départ.

Celui-ci varie selon que l'on envisage les incapacités temporaires ou les incapacités permanentes. Pour les premières la loi décide; et nous l'avons déjà dit, que l'indemnité ne sera allouée qu'à partir du cinquième jour. Nous avons même rappelé les revendications des mineurs sur ce point au Congrès de Denain. Mais les incapacités permanentes pour lesquelles le point de départ du droit à l'indemnité fait l'objet de grandes discussions, doivent attirer plus particulièrement notre attention.

Certains tribunaux jugent en effet que la rente doit être payée à partir du jour de l'accident. Selon nous, cette manière de voir est non seulement contraire au texte de la loi, mais elle conduit encore à des résultats que la pratique des affaires doit nécessairement désavouer.

Le texte de la loi est formel, car l'article 16 dit que si l'affaire n'est pas en état, le tribunal doit surseoir à

statuer et que l'indemnité temporaire sera servie jusqu'à la décision définitive. Voilà par exemple un ouvrier gravement blessé, les médecins demandent un délai de plusieurs mois pour déterminer d'une manière certaine s'il sera atteint d'incapacité permanente ; pendant ce délai que doit-il toucher ? L'indemnité du demi-salaire répond l'article que nous venons de citer, et il ne touchera la rente que du jour du jugement la lui accordant. D'ailleurs M. Ricard, garde des sceaux, était bien de cet avis lorsqu'il disait à la Chambre des Députés le 28 octobre 1897 (1) : « C'est seulement lorsqu'il est certain que l'ouvrier ne peut pas être guéri, lorsque la blessure est consolidée, lorsqu'il est certain que l'ouvrier ne pourra plus désormais travailler, qu'il est atteint d'une incapacité permanente absolue de travail que s'ouvre pour lui le droit à la pension des deux tiers de son salaire. »

D'ailleurs la solution contraire aboutit à des résultats impossibles à admettre. Soit un ouvrier privé par suite d'accident de la moitié de sa capacité de travail, jusqu'au jugement il touche le demi-salaire ; si la rente du quart de son salaire à lui allouée partait du jour de l'accident, il se trouverait avoir touché les trois quarts de son salaire et par conséquent débiteur d'un quart envers l'entreprise. Or la loi n'a certainement pas voulu cette absurdité. On trouve dans notre sens de nombreuses décisions judiciaires. Partant de ce

(1) *Journal officiel*, année 1897, p. 2221.

principe que l'incapacité permanente est précédée d'une période d'incapacité temporaire pendant laquelle l'indemnité journalière est due, elles décident que le point de départ de la rente ne sera pas le jour de l'accident, mais le moment fixé par le juge où il a été certain que l'incapacité est permanente, c'est-à-dire le jour de la consolidation de la blessure. C'est ainsi qu'ont jugé la Cour de Douai les 19 mars et 5 avril 1900 (1), la Cour de Besançon le 14 février 1900 (2), le tribunal de la Seine le 12 mars de la même année (3).

(1) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, II, 153, II, 157.

(2) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, I, 198.

(3) Ministère du commerce, de l'industrie. *Jurispr. des accidents du travail*, II, 100.

APPENDICE AU CHAPITRE III

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES INTÉRESSANT LES SOCIÉTÉS HOUILLÈRES

Deux questions seront traitées spécialement dans cet appendice.

1° Les allocations des Compagnies pour frais funéraires.

2° Les règles suivies par les Sociétés houillères en matière de déclaration d'accident depuis la loi du 9 avril 1898, modifiée dans ses articles 11 et 12 par la loi du 22 mars 1902.

Il y a peu de choses à dire sur la première. Le 20 juin 1899 la Chambre des Houillères de notre bassin a proposé d'allouer en cas de mort de l'ouvrier victime d'un accident une somme de 100 francs fixée à forfait pour frais funéraires. Cette proposition fut acceptée et elle est encore actuellement en vigueur.

Quant aux déclarations d'accidents, voici brièvement les règles suivies par les Compagnies :

Disons tout d'abord que les dispositions des articles 11

et suivants du décret du 3 janvier 1813 que nous avons étudié dans notre chapitre premier, n'ont pas été supprimées par la loi de 1898, pas plus que par celle de 1902. Le décret de 1813 est en effet un décret spécial contenant des dispositions de police relatives à l'exploitation des mines, et les deux lois nouvelles concernent au contraire d'une manière générale les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ; or c'est un principe constant en droit que les lois générales n'empêchent pas l'application des lois spéciales à moins de dispositions contraires. *Generalia specialibus non derogant*. Seuls l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, filles mineures et femmes dans les établissements industriels, et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels cesseront d'être applicables aux termes du nouvel article 11 de la loi de 1898. Donc en dehors de la déclaration dont nous allons parler, l'exploitant d'une mine demeure encore tenu de deux autres déclarations distinctes :

L'une à l'ingénieur des mines, en vertu de l'article 11 du décret déjà cité.

L'autre au délégué à la sécurité des ouvriers mineurs, en vertu de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1890.

Passons maintenant à la déclaration prescrite par l'article 11 de la loi de 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902.

D'abord les Sociétés houillères doivent déclarer les accidents dans tous les cas.

Tout ouvrier blessé dans les travaux est obligé de déclarer sa blessure à son chef direct ou, à son défaut, à un employé de la mine, aussitôt après l'accident. Une affiche fait d'ailleurs connaître cette obligation aux ouvriers en appelant leur attention sur l'intérêt qu'elle présente pour eux.

A la suite de cette déclaration, un billet indiquant le numéro de la fosse où l'ouvrier est employé et l'heure où il est remonté, lui est remis pour qu'il puisse se faire examiner par le médecin de la Compagnie.

Dans les 48 heures, non compris les dimanches et jours fériés, une déclaration relatant les noms, qualité et adresse de l'exploitant, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins est faite à la mairie du lieu de l'accident.

Dans les quatre jours suivant l'accident, si le mineur n'a pas repris son travail, l'exploitant doit déposer à la mairie le certificat médical indiquant :

- 1° L'état de la victime ;
- 2° Les suites probables de la blessures ;
- 3° L'époque où il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Les Sociétés houillères de notre région ne rédigent la déclaration dont nous venons de parler, qu'après une enquête faite sur les lieux, pour vérifier suivant

les besoins, si l'accident est bien survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, et qu'après que le certificat du médecin constatant que l'accident entraîne un chômage, est parvenu à la fosse.

Au cas de contestation avec l'ouvrier ou en prévision de contestation sur les causes de l'accident, une note sera rédigée au bas de cette déclaration. En voici les termes : « Le soussigné ne fait cette déclaration que pour se conformer à la loi, n'ayant pu encore vérifier les causes ni les circonstances de l'accident ».

De cette manière toutes réserves seront indiquées dans une formule qui ne pourra attirer aux Compagnies aucun reproche de mauvaise volonté.

A tout ceci il convient d'ajouter qu'il y a obligation pour l'ouvrier de se laisser visiter par le médecin de la Compagnie.

Enfin il faut signaler la nouvelle rédaction apportée à l'article 12 de la loi de 1898 par la loi récente du 22 mars 1902, car en augmentant dans de larges proportions les pouvoirs du juge de paix elle fait entrevoir la question sous un jour nouveau. La loi de 1898, en effet, n'exigeait la transmission de la déclaration à la justice de paix que pour les blessures paraissant devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente. Avec le nouvel article 12, au contraire, l'avis doit être transmis au juge de paix dans tous les cas. Le maire n'a donc plus à se préoccuper des conclusions du certificat médical, ni à se faire juge sous quelque prétexte que ce soit de l'opportunité de la transmission. Il doit

la faire toujours, même s'il n'y a pas eu de production de certificat médical, sauf à en attester l'absence.

Si à cette première réforme on ajoute celle qui consiste à laisser le juge de paix souverain appréciateur de la nécessité d'une enquête, alors que l'ancien article 12 demandait une invitation du maire, on comprendra le changement apporté par la loi de 1902, à la législation des accidents du travail et on en évaluera l'importance. Désormais, en effet, le nombre des enquêtes ira en augmentant car les juges de paix y verront un moyen d'augmenter leurs appointements souvent de peu d'importance et le nouvel article 12 *in-fine* dit même que « les allocations tarifées leur seront avancées par le Trésor ». Or, si l'on songe que toute enquête peut aboutir à un procès, on se rendra parfaitement compte de la situation difficile qu'un tel système crée aux patrons. Les accidents les plus légers les forceront, soit à payer à leurs ouvriers les indemnités qu'ils réclament en faisant appel au président du tribunal, soit à terminer la procédure par la rédaction d'un procès-verbal de guérison et d'en supporter les frais. Incontestablement donc les charges de l'industrie se trouveront augmentées.

Et maintenant si nous considérons la mission confiée au juge de paix par la loi nouvelle, nous la trouvons particulièrement délicate. Tant que dure la période de l'incapacité temporaire, les intérêts du patron et de l'ouvrier sont fort différents. Le premier, obligé de payer l'indemnité du demi salaire pendant toute sa

durée exigera toujours une solution rapide, le second au contraire sera tenté de la prolonger le plus longtemps possible ; dans ces conditions on comprend l'importance capitale de la décision du magistrat conciliateur au sujet d'une enquête devant mettre fin à cette période. Les juges de paix seront-ils à hauteur de la tâche ? Nous le souhaitons sans oser l'espérer, car notre organisation judiciaire actuelle ne réclame pas d'eux la situation, les aptitudes et le savoir nécessaires pour y suffire.

CHAPITRE IV

Causes qui augmentent le risque professionnel des Sociétés houillères ou bien les font sortir du Droit commun.

SOMMAIRE. — Loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraite et de secours des ouvriers mineurs. — Alimentation de ces caisses. — Leurs charges. — Circulaire du 5 mai 1899. — Loi du 8 juillet 1890 sur le délégué à la sécurité des ouvriers mineurs. — Son rôle en matière d'accidents. — Constitution spéciale d'un fonds de garantie pour les Sociétés houillères. — Appréciation de la taxe de cinq centimes par hectare concédé.

En dehors des difficultés particulières que fait naître la loi du 9 avril 1898 dans son application aux Sociétés houillères, il était indispensable de faire ressortir dans un chapitre spécial, d'ailleurs très court, trois points sur lesquels les mines diffèrent des autres

industries et dont deux concourent à augmenter leur risque professionnel si on le compare à celui des industriels en général.

Nous voulons parler : 1° des caisses obligatoires de retraite et de secours contre la maladie, caisses que la loi nouvelle permet d'utiliser comme organe d'assurance contre certains accidents.

2° De l'obligation pour ces Sociétés de subir l'appréciation des délégués mineurs sur les causes et la nature des accidents.

3° De la constitution spéciale de leur fond de garantie conformément à l'article 25 de la nouvelle loi.

SECTION PREMIÈRE

CAISSES OBLIGATOIRES DE RETRAITE ET DE SECOURS
POUR LES OUVRIERS MALADES. — CAISSES DE
SECOURS LIBRES OU FACULTATIVES POUR LES OUVRIERS BLESSÉS.

La loi du 29 juin 1894, dite loi sur les caisses de retraite et de secours des ouvriers mineurs, oblige par son titre premier les exploitants des mines à verser chaque mois à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou dans une caisse patronale une somme s'élevant à 4 % du salaire des ouvriers. 2 % sont prélevés chaque quinzaine sur le salaire de ces derniers et le reste est fourni par la mine.

On conçoit fort bien que pour les Sociétés houillères qui occupent généralement un nombre considérable d'ouvriers, et qui par suite payent un chiffre de salaires très élevé, cette obligation soit fort lourde. Pour n'en donner qu'un seul exemple frappant, les mines d'Anzin ont versé, en 1899, à la Caisse des retraites,

321.483 fr. 55. Ce chiffre donne suffisamment idée des sacrifices que les exploitants de mines doivent s'imposer en faveur de leurs ouvriers. Il n'est donc pas nécessaire d'insister pour montrer combien leur risque professionnel diffère de celui des autres industriels. Bien plus, les Compagnies doivent faire davantage encore. La loi du 29 juin 1894 crée également dans les Mines, des caisses de secours qui devront donner des secours et des soins aux membres participants que la maladie ou les infirmités empêchent de travailler. En dehors des subventions de l'Etat et des dons et legs, ces caisses sont alimentées, dans les mines du Pas-de-Calais :

1° Par un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé ; prélèvement dont le montant est fixé chaque année par le Conseil dans la première séance de l'exercice, en se basant sur les résultats de l'exercice précédent, mais qui ne peut dépasser 2 % du salaire ni la somme totale de 48 francs par an.

2° Par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers.

Ce versement constitue aussi une obligation pour les Sociétés Houillères et, réuni à celui fait annuellement à la Caisse des Retraites, il rend l'exploitation des mines très onéreuse, d'autant plus que l'avantage que l'article 6 de la loi du 9 avril 1898 permet de tirer des caisses de secours est difficilement réalisable.

« Les exploitants des mines peuvent, dit cet article, se décharger des frais et indemnités mentionnés à

l'article précédent, moyennant une subvention annuelle versée aux Caisses des Sociétés de Secours, constituées dans ces entreprises, en vertu de la loi du 29 juin 1894.

» Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la Société et approuvés par le ministre des travaux publics. »

Établissons d'abord bien le sens de cette disposition : c'est simplement le moyen donné par la loi aux Compagnies de se libérer des frais médicaux et pharmaceutiques et des indemnités temporaires dues aux victimes d'accidents, en affiliant leurs ouvriers aux Caisses de Secours, caisses déjà établies depuis 1894 pour fournir des soins et des indemnités quotidiennes aux « malades ».

Les conditions de cette affiliation sont données par M. le Ministre des travaux publics, dans une circulaire du 5 mai 1899, concernant l'application aux mines, minières et carrières, de la loi du 9 avril 1898. Six d'entre elles sont à retenir.

1° La Compagnie devra fournir à la Caisse une subvention. Cette subvention sera calculée d'après les statistiques et payée à forfait. Son calcul s'établira soit par participant et par an, soit par journée de travail du participant ;

2° La société de secours ne peut s'engager à se substituer au chef d'entreprise que pour une durée d'incapacité de quatre-vingt-dix jours au plus ;

3° Les statistiques qui serviront de base au calcul

des subventions devront être fournies par les données des années antérieures de l'entreprise ou d'entreprises analogues ;

4° Toute convention tendant à ce but devra être soumise à l'approbation ministérielle ;

5° Elle ne devra pas être insérée dans les statuts ; elle formera un acte distinct qui sera une annexe des statuts ;

6° Enfin la société de secours devra séparer dans sa comptabilité comme dans ses relevés statistiques annuels, tant en recettes qu'en dépenses, le service des blessés de celui des malades et infirmes.

Ces conditions énumérées, la question de savoir si les Sociétés houillères profitent de cette autorisation légale se présente à l'esprit. Or, nous ne connaissons pas jusqu'à présent de Compagnies du bassin du Nord et du Pas-de-Calais qui aient usé de la faculté donnée par l'article 6.

Certes, l'affiliation aux sociétés de secours mutuels administrées, on le sait, par un comité composé de deux tiers d'ouvriers élus par leurs camarades et d'un tiers de représentants du patron, aurait cet avantage de soumettre à la surveillance des ouvriers, intéressés à la bonne gestion de leur caisse, les blessés en traitement. De cette façon pas de simulations à craindre et le paiement de l'indemnité temporaire cesserait certainement avec la période d'invalidité. Mais malgré cela la Chambre des Houillères estime que cette affiliation n'est pas utile.

Peut-être est-ce le manque de données suffisantes pour déterminer équitablement le quantum de la subvention à servir qui est un obstacle à un arrangement entre les Compagnies et les sociétés de secours, car on peut craindre un refus de la part de l'autorité ministérielle chargée de la sanctionner.

Nous croyons qu'il y a là en effet un élément dont il faut tenir compte, mais ce n'est pas le seul. L'affiliation n'a pas lieu, surtout parce qu'il est impossible de faire entrer en bloc tous les ouvriers dans les sociétés déjà existantes. On ne les admettra que séparément, et encore faudra-t-il qu'ils remplissent les conditions exigées non pas seulement par la loi actuelle mais par les statuts déjà existants. Généralement ceux-ci en imposent quatre :

1° Un certificat du médecin de la Société constatant le bon état de la santé ;

2° Un certificat de bonnes vie et mœurs ;

3° L'âge de 21 ou de 25 ans ;

4° La majorité des votes émis en assemblée générale.

On comprend alors facilement que les anciens sociétaires, jaloux de leurs droits, se montrent difficiles pour leur choix et que tous les ouvriers pourront très bien ne pas être admis. Une telle situation nous paraît impossible, car elle engendrerait trop de rivalités et l'on ne peut qu'approuver les Compagnies de ne pas l'accepter.

Indépendamment des caisses des secours obligatoires, les Mines pourraient aussi créer des caisses de

secours libres et facultatives en vue d'y affilier leurs ouvriers blessés, mais jusqu'à présent non plus on ne rencontre de pareilles créations dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Cela tient, selon nous, à ce qu'elles rencontreraient dans la pratique une difficulté presque insurmontable, et à ce que surtout elles n'y auraient aucun intérêt.

En effet pour fonctionner, une société de secours mutuels doit recevoir l'approbation ministérielle ; or il est permis de penser que cette approbation ne serait presque certainement pas accordée et que pour motiver son refus le ministre compétent objecterait à l'exploitant de mine demandeur, le manque de nécessité de la création d'une nouvelle caisse puisqu'il ne croit pas devoir faire usage d'une caisse légalement établie.

D'un autre côté l'annexion du service des blessés à la caisse de secours constituée en vertu de la loi du 29 juin 1894, procurerait à la Compagnie, entre autres avantages, celui de distraire de ses occupations le service des blessés et d'en rendre le contrôle plus sévère en prévenant, comme nous l'avons déjà dit, les simulations. Mais ces avantages disparaissent avec une caisse particulière, puisque le chef d'entreprise, devant supporter seul les charges de la loi du 9 avril 1898, ne pourrait pas exiger de ses ouvriers, comme conséquence de leur affiliation, le versement d'une cotisation quelconque.

Un exploitant de mine qui aurait créé une caisse particulière de secours en vue d'y affilier ses ouvriers

blessés, se trouverait donc dans une situation analogue à celui qui, refusant toute affiliation, resterait son propre assureur.

En résumé, nous estimons que c'est surtout le manque d'intérêt qui empêche les Sociétés houillères de créer des caisses de secours libres et facultatives pour le service des ouvriers blessés.

SECTION II

LOI DU 8 JUILLET 1890 SUR LES DÉLÉGUÉS MINEURS

Nous avons déjà parlé des délégués mineurs dans notre second chapitre, et nous nous sommes demandés s'ils étaient, en cas d'accident, admis au bénéfice de la loi du 9 avril 1898. La question, on se le rappelle, a été résolue par une distinction. Comme ouvriers, le risque professionnel doit leur être applicable, mais en tant que délégués mineurs dans l'exercice de leurs fonctions le droit commun reprend son empire.

Nous voulons les examiner maintenant à un autre point de vue et nous demander si le rôle qu'ils jouent en matière d'accident n'est pas nuisible aux intérêts des Sociétés houillères.

L'article 2 de la loi du 8 juillet 1890 dit à ce sujet que le délégué mineur doit procéder sans délai à la visite des lieux où est survenu un accident ayant occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers ou pouvant compromettre leur sécurité.

L'article 13 ajoute qu'il doit consigner ses observations sur un registre.

Si l'on rapproche cette obligation imposée par la loi au délégué mineur, de sa qualité de simple ouvrier choisi par ses camarades pour remplir cette fonction, on peut se demander avec raison si le rapport qu'il est chargé de faire ne sera pas toujours plus ou moins empreint de partialité. Quant à nous, nous pensons, et nous ne sommes pas démentis par les faits, que le délégué mineur verra plutôt l'intérêt de ses camarades que celui des Compagnies, et c'est là une cause d'aggravation du risque professionnel des Sociétés houillères.

On nous dira peut-être que si le rapport de ces employés pouvait peser sur la décision des juges avant la loi de 1898, à cette époque où la responsabilité patronale était subordonnée à une question de preuve, le même inconvénient ne se présente plus, maintenant que les Compagnies sont toujours responsables en principe. L'objection n'est pas concluante, car c'est le cas de se rappeler l'article 20 de la loi nouvelle qui donne au tribunal le droit de majorer l'indemnité en cas de faute inexcusable du patron. Eh bien, le rapport du délégué mineur peut-être de nature à faire admettre plus facilement par le tribunal la faute inexcusable de la Compagnie, en facilitant la preuve que doit en faire l'ouvrier. De telles considérations font ressortir l'avantage qu'ont les autres industriels à ne pas être soumis à cette loi.

SECTION III

CONSTITUTION DU FONDS SPÉCIAL DE GARANTIE

L'article 29 de notre loi prescrit aux mines de verser à la Caisse nationale des retraites la somme de cinq centimes par hectare concédé (1). C'est ce versement qui formera le fonds de garantie servant le cas échéant à payer les indemnités dues aux victimes d'accidents. Pour les autres industriels on le forme en ajoutant quatre centimes additionnels au principal de la contribution des patentes.

Disons tout de suite que si nous avons réservé à cette étude une section dans le présent chapitre, c'est parce que sur ce point les mines sortent du droit commun. Nous ne voyons pas là en effet une augmentation de risque pour les Sociétés houillères et nous allons essayer de le prouver.

(1) Cette taxe de 0 fr. 05 vient en surcroît de la taxe de 0 fr. 10 déjà due à l'Etat et de la redevance annuelle réglée chaque année par le budget que les concessionnaires de mines doivent payer aux termes des décrets du 6 mai 1811 et du 11 février 1874.

L'industrie des mines, n'étant pas considérée comme un commerce, n'est pas sujette à la patente, elle devait donc être taxée d'une manière différente.

Pour comparer entre elles deux industries aussi dissemblables que les mines et la métallurgie par exemple, il faudrait envisager soit le nombre des ouvriers occupés, soit les salaires payés, soit encore le chiffre d'affaires réalisés, tous éléments qui nous font précisément défaut. Heureusement, nous avons un autre terme de comparaison. Un certain nombre de mines de notre région fabriquent en effet du coke et des briquettes, et cette fabrication n'est pas considérée comme une industrie annexe de la mine. Ces Compagnies sont donc assimilées aux commerçants pour cette fabrication spéciale et par suite passibles de la patente.

Les quatre centimes additionnels ajoutés au principal de la patente relative à ces installations procurent à l'État une moyenne de 150 fr. environ, alors que le taux de cinq centimes par hectare concédé ne coûte à la mine de Vicoignes et Nœux par exemple que 400 fr. par an environ pour l'ensemble de sa concession. Donc loin d'être plus imposées que les autres industries, les mines jouissent à notre avis par rapport à elles d'un régime de faveur. Nous estimons même que ce régime n'est pas très juste, car à égalité d'hectares concédés, leurs produits peuvent être fort variables.

CHAPITRE V

L'Assurance et les Sociétés Houillères

SOMMAIRE. — Démonstration de l'intérêt qu'ont les Sociétés Houillères à ne pas s'assurer. — Statistiques. — Leur situation par rapport aux Sociétés d'assurance mutuelle, aux syndicats de garantie.

La nouvelle législation sur les accidents du travail devait inévitablement entraîner, pour le patron, la nécessité de l'assurance. La responsabilité fort lourde que le risque professionnel impose au chef d'industrie, les sommes parfois considérables qu'il peut être appelé à verser en cas de sinistre justifient pleinement les contrats passés par lui avec une Compagnie d'assurance qui, moyennant le paiement d'une prime, prendra à sa charge la réparation des accidents. Pour le petit industriel surtout le fardeau est lourd, car il occupe peu d'ouvriers et les accidents entraînant la mort ou des incapacités permanentes en le forçant à payer de

grosses indemnités, le conduiraient rapidement à sa ruine; en effet, plus le nombre des travailleurs est restreint, moins il y a de chances d'accidents et partant l'employeur victime d'une fatalité peut très bien ne pas avoir devant lui les fonds nécessaires pour réparer les suites de ceux qui pourraient se produire. L'assurance est pour lui une mesure indispensable de sécurité.

Mais les mêmes raisons n'existent pas à l'égard des grandes industries qui occupent de nombreux ouvriers. Pour celles-ci les accidents entraînant la mort ou des incapacités permanentes sont des événements normaux et prévus à l'avance. Elles ont dû comprendre dans les frais généraux de leur installation les indemnités à payer en pareil cas et l'utilité de l'assurance n'apparaît pas aussi clairement. Si l'on songe en effet que les Compagnies d'assurance contre les accidents se basent sur le montant des salaires pour fixer la prime à payer, il apparaît nettement que les industries dont nous parlons paieraient une prime très forte, les salaires étant très élevés. Elles ont donc intérêt à faire entrer dans leurs frais généraux annuels la réparation des accidents, en un mot elles sont et doivent rester leur propre assureur.

Au premier rang de cette catégorie se placent les Sociétés houillères qui, dans le Nord et le Pas-de-Calais, occupent la majorité de la population ouvrière. Nous allons prouver par des chiffres précis qu'elles n'ont pas intérêt à s'assurer, preuve qui sera d'autant plus facile à faire que les faits confirment cette manière de voir,

aucune d'elles n'ayant, à notre connaissance, contracté avec une Compagnie d'assurance.

Pour faire cette démonstration, il était nécessaire d'avoir sous les yeux deux éléments :

1° Les chiffres des rentes et indemnités dues par les Sociétés houillères aux victimes d'accidents ;

2° Le total des salaires payés par elles à leurs ouvriers.

Or, si certaines revues publient sur ce dernier chiffre des renseignements suffisants, le montant des indemnités n'y figure pas ; et en se servant de chiffres dont on ne peut pas contrôler la rigoureuse exactitude, on risque fort d'arriver à une solution erronée.

Nous avons cru préférable de nous adresser à une des mines les plus importantes du Pas-de-Calais, la mine de Vicoignes et Nœux, qui nous a fourni des renseignements précis, dont le seul exposé suffit à justifier la prétention qu'ont les Sociétés houillères de rester leur propre assureur.

Parmi les diverses sociétés d'assurance ayant sollicité l'adhésion de cette Compagnie, il s'en trouve une qui, ayant son siège social à l'étranger, prétendait la faire bénéficier de tarifs bien inférieurs à ceux appliqués par les Compagnies françaises. Elle demandait une prime de 5 0/0 des salaires pour assurer le service des indemnités à partir du cinquième jour, et 5,10 0/0 si l'indemnité devait courir le lendemain de l'accident. De leur côté, les Sociétés françaises estiment généralement que 6 0/0 des salaires sont nécessaires

pour couvrir les risques d'accidents dans les mines.

Les données que nous allons exposer vont montrer que le service des indemnités dues aux blessés est infiniment moins onéreux lorsqu'il est assuré par les Compagnies elles-mêmes que lorsqu'il est confié à une Société d'assurance.

Les incapacités temporaires suivies ou non d'incapacités permanentes ont exigé de la Compagnie de Nœux :

1^o Pour les indemnités temporaires proprement dites, c'est-à-dire pour les allocations versées en espèces aux ouvriers.

Pendant le 2^e semestre de 1899, 0,27 % des salaires.

—	1 ^{er}	—	1900, 0,27 %	—
—	2 ^e	—	1900, 0,34 %	—
—	1 ^{er}	—	1901, 0,31 %	—

Sauf modifications apportées à la loi, on peut admettre que ces chiffres resteront à peu près constants, ils ne s'augmenteraient dans l'avenir que si un amendement à la loi actuelle décidait que l'indemnité temporaire serait due à partir du lendemain de l'accident, et payée même les dimanches et jours fériés.

Les coefficients ci-dessus deviendraient :

Avec le paiement des dimanches et fêtes $\frac{x \times 7}{6}$

et avec le paiement de l'indemnité temporaire à partir du lendemain de l'accident $\frac{x \times 6}{5}$.

2^o Pour toutes autres dépenses telles que : traitement

des médecins, fourniture de médicaments, séjour dans les hôpitaux, allocations données bénévolement, et sans que la Compagnie y soit nullement tenue, à des ascendants de victimes d'accidents n'ayant pas droit à une rente, comme n'étant pas à la charge de celles-ci :

Pendant le 2^e semestre de 1899, 0,32 % des salaires.

—	1 ^{er}	—	1900, 0,27 %	—
—	2 ^e	—	1900, 0,35 %	—
—	1 ^{er}	—	1901, 0,33 %	—

Si nous passons maintenant au service des rentes, nous voyons qu'il a coûté :

1^o Pour les rentes viagères, c'est-à-dire pour celles dues aux victimes d'accidents, à leurs ascendants ou veuves.

Pendant le 2^e semestre de 1899, 0,019 % des salaires.

—	1 ^{er}	—	1900, 0,031 %	—
—	2 ^e	—	1900, 0,056 %	—
—	1 ^{er}	—	1901, 0,093 %	—

2^o Pour les rentes temporaires allouées aux descendants jusqu'à leur seizième année.

Pendant le 2^e semestre de 1899, 0,016 ‰ des salaires

—	1 ^{er}	—	1900, 0,024 ‰	—
—	2 ^e	—	1900, 0,047 ‰	—
—	1 ^{er}	—	1901, 0,078 ‰	—

Les chiffres ci-dessus iront en augmentant chaque année, pendant un laps de temps assez long, ils ne cesseront de croître pour demeurer stationnaires que lorsque les extinctions de pensions arriveront à compenser les nouvelles créations.

La loi sur les accidents est encore trop récente et les personnes appelées jusqu'ici à bénéficier de ses dispositions sont encore trop peu nombreuses pour permettre de déterminer d'une façon pour ainsi dire mathématique, les charges que les mines auront à supporter lorsque cette loi aura produit son plein et entier effet.

Cependant, si nous supposons que dans l'avenir les rentes allouées suivront la progression constatée dans les quatre semestres pris pour type, nous trouverons les données ci-après qui, à notre avis, se rapprocheront assez de la réalité.

Le maximum des rentes temporaires à payer sera atteint après la onzième année d'application de la loi soit en 1910; le chiffre de ces rentes sera alors :

$$\frac{3392 \times 22 \text{ semestres}}{4 \text{ semestres}} = 18.659 \text{ francs.}$$

Les rentes viagères exigeront une période de temps beaucoup plus considérable pour atteindre la limite maxima au delà de laquelle elles cesseront de croître, et si nous assignons à cette période une durée de trente-deux années, nous trouvons que le montant des rentes viagères à verser en 1931 sera de :

$$\frac{4.037 \text{ fr. } 15 \times 64 \text{ semestres}}{4} = 64.594 \text{ fr. } 40$$

Les charges totales imposées par la loi seront donc les suivantes en 1931 :

Indemnités temporaires.....	27.755 fr.	15
Médicaments et autres dépenses	31.011	51
Rentes viagères	64.594	40
Rentes temporaires	18.659	»
Au total.....	142.020 fr.	06

C'est le moment de se souvenir que la Société d'assurance anglaise, dont il est question plus haut, demandait une prime de 5 % des salaires, soit pour un total de 8 millions 400.000 francs de salaires payés dans l'exercice 1900-1901, une somme de 420.000 francs. Or, si nous rapportons les chiffres que nous avons donnés au montant de ces mêmes salaires, ils n'accusent qu'un coefficient de 1.66 %, en supposant les charges arrivées à leur maximum et un coefficient de 2 % permettrait, on le voit, de parer à toute éventualité.

Cela démontre, d'une façon péremptoire, l'intérêt évident qu'ont les Sociétés houillères à rester leur propre assureur.

Toutes les raisons que nous avons données s'appliquent à l'assurance que les mines pourraient contracter à la caisse nationale d'accidents.

Que dire des syndicats de garantie ou des sociétés d'assurance mutuelle dont la loi autorise la création, puisque dans son article 24 elle décide « qu'à défaut soit par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes et mutuelles ou les syndicats de garantie liant solidairement tous les adhérents, de s'acquitter au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'acci-

dents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moyen d'un fonds spécial de garantie ».

Leur établissement serait, selon nous, assez difficile à réaliser dans les Mines à cause des diverses conditions, variables d'une mine à l'autre, qui peuvent influencer sur les chances plus ou moins grandes d'accidents, telles que par exemple l'allure du gisement, la présence ou l'absence de grisou, l'observation plus ou moins rigoureuse de la part du personnel des règlements en vigueur. Peut-être que le meilleur moyen de parer à cet inconvénient serait d'établir un coefficient de risques spécial à chaque Compagnie, coefficient qui, une fois déterminé, devrait être révisé chaque fois qu'une cause générale d'accident serait survenue ou, au contraire, aurait disparu, aggravant ou atténuant ainsi le risque de chacun.

Quels avantages retirerait d'ailleurs de son affiliation à une société de secours mutuels ou à un syndicat de garantie une Compagnie de mine occupant 6.000 ouvriers ?

Les sociétés de secours mutuels ne se soucieraient pas d'accepter des risques aussi considérables. Elles ont surtout pour but de prendre le lieu et place des chefs d'entreprise qui le leur ont demandé, à l'effet d'assurer le service des indemnités temporaires et les soins à donner aux blessés pendant une période déter-

minée de 30, 60 ou 90 jours ; mais, du moment que ce délai est dépassé, les conditions ne sont plus les mêmes. Si, en particulier, il s'agit d'une incapacité permanente devant entraîner l'allocation d'une rente et par suite exiger un engagement à long terme, la société de secours, dont le mandat est expiré, disparaît en quelque sorte pour ne laisser en présence de la victime que le chef d'entreprise.

Quant aux syndicats de garantie, il ne faut pas oublier qu'ils doivent aux termes du règlement d'administration publique, rendu le 28 février 1899, en exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, comprendre au moins 10 chefs d'entreprise, occupant ensemble au moins 5.000 ouvriers. Ils doivent, en outre, rédiger des statuts à soumettre à l'approbation gouvernementale.

En donnant son approbation le Gouvernement règle les conditions auxquelles seront soumis ces syndicats, notamment au point de vue de la surveillance et du contrôle à exercer par des commissaires nommés par lui et il va sans dire que les syndicats doivent supporter les frais de cette surveillance.

Si l'on ajoute à cela qu'un syndicat de garantie lie solidairement entre eux tous les adhérents, on comprendra qu'il convient surtout aux petits et moyens patrons. Cette forme d'assurance les garantit de la ruine en faisant appel à la solidarité des industries associées, dans le cas où une catastrophe atteignant de nombreuses victimes vient à se produire. Toutefois, il

faut faire cette réserve que les patrons dont il s'agit rempliront difficilement les conditions exigées par la loi, quant au nombre d'ouvriers, quant au cautionnement exigé.

Par la diversité de ses emplois et aussi par la dissémination de son personnel, une Compagnie de mines, occupant 6.000 ouvriers, n'a pas à éprouver au même degré qu'un petit patron la crainte d'un de ces grands sinistres qui deviennent de nos jours de moins en moins fréquents. En restant leur propre assureur, les Sociétés, non seulement n'ont pas à subir avec la loi actuelle l'ingérence de l'Etat dans leurs affaires, mais encore sauf l'esprit de prévoyance qui doit animer l'administration d'une grande industrie, elles ne sont même pas astreintes à consigner un capital quelconque formant garantie des engagements contractés par elle envers leurs ouvriers victimes d'accidents. On se souvient, en effet, qu'en cas de déconfiture, les rentes seront payées par l'État avec le fonds de garantie qu'alimentent les industries soumises à la loi, au moyen de cotisations annuelles basées, en ce qui concerne les mines, sur la surface concédée.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon.

E. BAILLY.

VU :

M. VIGNES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 28 Mai 1902.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

- BELLOM. — De la responsabilité en matière d'accidents du travail. Commentaire de la loi du 9 avril 1898 et des décrets du 28 février 1899. — 1899.
- BERGASSE. — Étude sur la responsabilité des accidents du travail industriel et agricole. — 1900.
- BOURGUEIL. — Commentaire pratique des lois des 9 avril 1898 et 24 mai 1899 et des décrets et règlements d'administration publique qui en ont été la suite sur les accidents du travail. — 1899.
- BRUGEILLES et DALFORT. — Guide pratique pour l'exécution de la loi sur les accidents du travail. — 1899.
- CABOUAT. — Traité des accidents du travail. — 1901.
- CHARDINY. — Commentaire historique et analytique de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1899.
- COULET. — Commentaire et explication pratique de la loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Loi du 9 avril 1898. — 1899.

(1) Les articles dont nous nous sommes inspirés ne figurent pas dans cette bibliographie, nous les avons indiqués en note au bas des pages de l'ouvrage.

- DEPORT. — Vade mecum financier de l'assureur et de l'assuré contre les accidents du travail. — 1901.
- DEISSEIN. — Les accidents du travail. Exposé théorique, pratique et critique de la loi du 9 avril 1898. — 1899.
- DROUINEAU. — Nouvelle loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1899.
- DUCOUYTES. — Loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1899.
- FÉOLDE. — Accidents du travail et assurance contre les accidents. — 1900.
- FERRETTE et LAVAL. — Les accidents du travail. Commentaire de la loi du 9 avril 1898. — 1901.
- FLEURY. — Commentaire pratique de la procédure instituée par la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1899.
- FOURNIER. — Traité pratique des accidents. — 1897.
- GARDISSAL. — Loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1898.
- GARREAU-PAYEN. — Nouvelle loi-accidents, promulguée le 10 avril 1898. Rentes aux ouvriers et employés. Responsabilité des patrons. Exposé sommaire de la nouvelle législation. — 1898.
- GOUJON et MARAIS. — Code manuel des accidents du travail. — 1899.
- GUÉNARD. — Accidents du travail. — 1901.
- GUILLOT. — Commentaire de la loi du 9 avril 1898 et des décrets et règlements concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1899.
- GUYON. — Loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Exposé théorique et historique. — 1898.

- HUBERT-VALLEROUX. — Étude sur la responsabilité en matière d'accidents de travail dans les diverses législations de l'Europe. — 1899.
- JACQMIN et ESTAINOT. — Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Droits des patrons et ouvriers. — 1899.
- JOUANNY. — Étude de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1899.
- LAPORTE. — Responsabilité des accidents industriels. — 1900.
- LE COUR DE GRANDMAISON. — Étude sur la responsabilité des accidents du travail industriel. — 1900.
- LECOUTURIER. — Traité théorique et pratique des accidents du travail. — 1899.
- LESAGE et MABIRE. — Taux des rentes allouées d'après la jurisprudence en matière d'infirmités permanentes partielles. — 1901.
- LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel. — 1900.
- OLIVIER. — Loi relative aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1898.
- PETIT. — L'art de s'assurer contre les accidents du travail. — 1897.
- PIC. — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — 1898.
- SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail. — 1900.
- SALEILLES. — Les accidents du travail et la responsabilité civile. — 1900.
- SAMANA. — Commentaire pratique de la loi du 9 avril 1898. — 1900.
- SCHAFFHAUSER. — Revue de législation et de jurisprudence. — 1899.
- SERRE. — Les accidents du travail. Commentaire de la loi du 9 avril 1898, de la loi du 30 juin 1899 sur les accidents du travail agricole et des règlements d'administration publique. — 1899.

TARBOURIECH. — La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — 1897.

VALENSI. — La loi sur les accidents du travail. Commentaire théorique et pratique de la loi du 9 avril 1898. — 1899.

VASSART et NOUVION-JACQUET. — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents industriels. — 1899-1900.

VAVASSEUR. — De la responsabilité des accidents de fabrique. — 1891.

VERMEIL. — Guide pratique des juges de paix pour l'application des lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899 sur les accidents du travail dans les exploitations industrielles et agricoles. — 1901.

WEYDENMEYER. — Des garanties pour le paiement de l'indemnité en matière d'accidents du travail. — 1901.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION. — Du risque professionnel : ses causes, son fondement.....	7
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Causes de l'intérêt particulier qui s'attache à la question du risque professionnel des Sociétés houillères. — Situation de ces Sociétés avant la loi du 9 avril 1898</i>	37
SECTION I ^{re} . — Règlements concernant les victimes d'accidents	40
SECTION II. — Caisses de secours.....	48
SECTION III. — Législation particulière des mines en matière de déclaration d'accident.	54
CHAPITRE II. — <i>Du domaine de la loi de 1898 dans les mines. — Des accidents et des per- sonnes qui tombent sous son appli- cation</i>	57
SECTION I ^{re} . — Des accidents arrivés dans les mines qui donnent droit à l'indemnité... ..	57

	PAGES
SECTION II. — Catégories de travailleurs des mines admis au bénéfice de la loi.....	67
CHAPITRE III. — <i>Calcul des rentes et indemnités</i>	75
SECTION I ^{re} . — Incapacité totale permanente.....	80
SECTION II. — Incapacité partielle permanente.....	93
SECTION III. — Incapacité temporaire.....	101
SECTION IV. — Points communs aux diverses indem- nités prévues par l'article 3.....	113
APPENDICE AU CHAPITRE III. — <i>Dispositions complémen- taires intéressant les Sociétés houil- lères</i>	130
CHAPITRE IV. — <i>Causes qui augmentent le risque profes- sionnel des Sociétés houillères ou bien les font sortir du droit commun</i>	137
SECTION I ^{re} . — Caisses obligatoires de retraite et de secours pour les ouvriers malades. — Caisses de secours libres ou facultatives pour les ouvriers blessés.....	139
SECTION II. — Loi du 8 juillet 1890 sur les délégués mineurs.....	146
SECTION III. — Constitution du fonds spécial de garantie.....	148
CHAPITRE V. — <i>L'Assurance et les Sociétés houillères</i>	151
BIBLIOGRAPHIE.....	161

